
Rapport financier **2024**

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Toupin, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 20 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	39
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	40
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	41
Situation financière par organismes	42
Charges par objets	43
Fonds local d'investissement	44
Fonds local de solidarité	46
Excédent (déficit) accumulé	48
Avantages sociaux futurs	52

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	60
Analyse des charges consolidées	72

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	78
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	79
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	80
Charges par objets	81
Excédent (déficit) accumulé	82
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	86
Analyse des charges sans amortissement	98
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	102
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	103
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	104
Charges par objets	105
Excédent (déficit) accumulé	106
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	110
Analyse des charges sans amortissement	122

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport de l'auditeur indépendant et de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Longueuil et

Aux membres du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Longueuil (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et des activités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
FCPA auditrice, permis de comptabilité publique n°115222
Brossard, Québec, le 20 mai 2025

Guyline Séguin, CPA auditrice

La vérificatrice générale de la Ville de Longueuil
Guyline Séguin, CPA auditrice
Longueuil, Québec, le 20 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	429 398 548	427 433 209	393 476 607
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 323 139	18 950 151	17 571 386
Quotes-parts	3	223 575 215	223 820 914	212 471 212
Transferts	4	75 283 322	106 724 587	113 246 392
Services rendus	5	246 929 819	245 666 257	230 445 474
Imposition de droits	6	34 791 716	37 740 685	34 566 787
Amendes et pénalités	7	13 651 820	13 477 494	15 418 313
Revenus de placements de portefeuille	8	550 000		43 643
Autres revenus d'intérêts	9	11 822 400	18 030 107	18 065 537
Autres revenus	10	4 194 523	9 469 625	13 325 564
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 059 520 502	1 101 313 029	1 048 630 915
Charges				
Administration générale	14	97 921 976	96 407 744	83 821 824
Sécurité publique	15	208 246 334	208 761 035	197 178 316
Transport	16	408 152 599	430 707 213	419 372 449
Hygiène du milieu	17	136 168 462	133 938 704	128 026 238
Santé et bien-être	18	5 781 847	22 129 175	17 155 273
Aménagement, urbanisme et développement	19	33 188 159	39 723 132	34 531 847
Loisirs et culture	20	95 196 147	97 679 551	91 252 448
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	37 435 582	31 511 671	28 079 456
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 022 091 106	1 060 858 225	999 417 851
Excédent (déficit) lié aux activités	25	37 429 396	40 454 804	49 213 064
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		1 225 355 745	1 176 142 681
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		1 225 355 745	1 176 142 681
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		1 265 810 549	1 225 355 745

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	232 401 322	219 187 170
Débiteurs (note 5)	2	272 135 098	281 034 838
Prêts (note 6)	3	3 087 890	3 221 998
Placements de portefeuille (note 7)	4	59 507	1 413 684
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	507 683 817	504 857 690
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	41 796 661	14 500 316
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	210 769 183	213 917 529
Revenus reportés (note 11)	12	81 340 979	72 767 365
Dette à long terme (note 12)	13	794 872 143	793 882 805
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	81 559 000	82 479 900
Autres passifs (note 14)	15	18 194 868	19 411 111
	16	1 228 532 834	1 196 959 026
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(720 849 017)	(692 101 336)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 860 598 785	1 788 648 890
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	106 072 995	109 726 713
Stocks de fournitures	20	15 582 388	14 089 006
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	4 082 417	4 450 687
	23	1 986 336 585	1 916 915 296
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	1 265 487 568	1 224 813 960
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	1 265 810 549	1 225 355 745
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	(322 981)	(541 785)
	27	1 265 487 568	1 224 813 960
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	37 429 396	40 454 804	49 213 064
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	326 301 800)(	190 308 667)(	199 315 208)
Produit de cession	3		1 646 657	413 935
Amortissement	4	88 757 193	117 394 885	113 400 240
(Gain) perte sur cession	5		(962 199)	1 100 894
Réduction de valeur / Reclassement	6		279 429	2 828 313
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(237 544 607)	(71 949 895)	(81 571 826)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		3 653 718	(18 862 967)
Variation des stocks de fournitures	10		(1 493 382)	(1 785 911)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		368 270	(1 712 826)
	13		2 528 606	(22 361 704)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		218 804	(541 785)
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(200 115 211)	(28 747 681)	(55 262 251)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(692 101 336)	(636 839 085)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(692 101 336)	(636 839 085)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(720 849 017)	(692 101 336)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	(541 785)	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2	167 354	(541 785)
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Gains réalisés sur les dérivés	5.1	51 450	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	218 804	(541 785)
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	(322 981)	(541 785)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	40 454 804	49 213 064
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	117 394 885	113 400 240
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations	3.1	(962 199)	1 100 894
▪ Réduction de valeur, dons, reclassement immobilisations	3.2	(3 085 039)	(566 855)
▪ Variation des instruments financiers dérivés	3.3	218 804	(541 785)
	4	154 021 255	162 605 558
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	8 899 740	(25 287 706)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 597 265)	19 022 788
Revenus reportés	8	8 573 614	4 201 917
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(920 900)	(6 153 600)
Propriétés destinées à la revente	10	3 653 718	(18 862 967)
Stocks de fournitures	11	(1 493 382)	(1 785 909)
Autres actifs non financiers	12	368 270	(1 712 826)
	13	171 505 050	132 027 255
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	189 910 838) (	186 807 797)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	1 646 657	413 935
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(188 264 181)	(186 393 862)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	1 100 000) (	1 055 000)
Remboursement ou cession	20	1 433 423	2 180 543
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	2 422) (	1 356 599)
Cession	22	1 356 599	10 000 000
	23	1 687 600	9 768 944
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	166 434 000	146 382 961
Remboursement de la dette à long terme	25 (	164 886 825) (	130 458 538)
Variation nette des emprunts temporaires	26	27 296 345	1 242 113
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(557 837)	(39 031)
Autres			
▪	28.1		
	29	28 285 683	17 127 505
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	13 214 152	(27 470 158)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	219 187 170	246 657 328
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	219 187 170	246 657 328
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	232 401 322	219 187 170

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Longueuil (ci-après « la Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q.2000, c.56).

Suite à la *Loi sur la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q.2003, c.14), les villes de Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Bruno-de-Montarville ont été reconstituées le 1er janvier 2006. Les municipalités résultant de cette réorganisation demeurent toutefois liées les unes aux autres, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q. c.E-20.001).

La Ville est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Ces organismes sont : Société Rive et Parcs de Longueuil (SRPL), Développement économique de l'agglomération de Longueuil (DEL), Réseau de transport de Longueuil (RTL) et Conseil des arts de Longueuil (CAL).

Les opérations réciproques entre l'agglomération et l'administration municipale, ainsi que les opérations entre les organismes du périmètre, ont été éliminées aux fins de la présentation des informations financières consolidées.

b) Partenariats

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

Base de présentation

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la durée de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et du passif au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs, de la provision pour contestation d'évaluation, de la provision pour sites contaminés, l'évaluation de la juste valeur des produits dérivés, de la provision pour les obligations de mise hors services d'immobilisations et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

i) Trésorerie et équivalents de la trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de placements temporaires.

D) Passifs

i) Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

La Ville et le RTL comptabilisent un passif au poste Assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'ils sont directement responsables ou qu'ils acceptent la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Au 31 décembre 2024, un montant de 3,9M\$ (6,0M\$ au 31 décembre 2023) est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

ii) Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission et de refinancement de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

iii) Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

iiii) Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

iiii) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville et ses organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville et ses organismes comptabilisent un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen pondéré ou l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés.

ii) Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures et autres	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	3 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

iii) Propriétés des destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût réel. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente d'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste "Revenus reportés".

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt du rôle de perception initial et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente intervenue entre les parties, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire du RTL. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon les dépenses réelles du RTL.

Les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées et à payer en fin d'exercice par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux, qui est un régime interemployeur auquel participe la Ville, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeur, auxquels participe la Ville sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour les régimes non capitalisés et selon la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires futurs pour les régimes capitalisés, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement de personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la valeur lissée au marché cinq ans pour la majorité (ou quasi-totalité) des régimes de retraite. La méthode utilisée par le RTL est basée sur la valeur au marché sur une période de trois ans.

Les gains et pertes actuariels, réalisés au cours d'un exercice ne sont généralement pas constatés immédiatement et ils sont amortis et constatés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants à compter de l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal requiert la création de deux volets distincts, soit un volet pour le service postérieur au 31 décembre 2013 et un volet pour le service antérieur au 1er janvier 2014 pour les régimes capitalisés. Pour cette raison, la méthode d'évaluation de l'obligation du volet antérieur au 1er janvier 2014 des régimes capitalisés a été modifiée pour utiliser la méthode actuarielle de répartition des prestations projetées. La même méthode avait été appliquée à l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent, en tout ou en partie, de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins fiscales.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent est inscrit aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, la Ville n'a pas amorti cette somme au cours de 2024 comme l'amortissement n'est pas obligatoire. Le RTL a amorti le solde de cette somme au cours de 2024;
- Pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- À noter que cet allègement n'est plus permis (à compter de l'année financière 2020) pour les nouvelles modifications affectant le service passé;
- À titre de mesure d'allègement pour les écarts entre la charge et le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés. La différence entre les prestations/primes versées et la charge, lorsque positive, est amortie;
- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement relié aux pertes actuarielles de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10% du plus élevé entre le passif et l'actif au 1er janvier 2009. Les montants ainsi transférés à l'égard des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée;
- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH afin qu'aux fins de taxation, la variation de la provision pour moins-value soit compensée par un gain ou une perte actuarielle.

Assainissement des sites contaminés :

Passif constaté sur la durée des travaux d'assainissement.

Financement à long terme des activités de fonctionnement au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce qu'elles soient décomptabilisées. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value. L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles, la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dérivés

Le Réseau de transport de Longueuil a recours à des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de marchandises, pour réduire le risque lié aux fluctuations du prix du carburant. La politique du RTL consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée est importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classée au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants:

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Conformément à la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, les surplus cumulés au 31 décembre 2001 des municipalités fusionnées sont au bénéfice des contribuables de ces dernières.

- Le fonds Développement immobilier servira au financement en totalité ou partiel du coût de la mise en œuvre du plan de développement immobilier.
- Le fonds Infrastructures et grands projets et le fonds Immobilisations permettront de régulariser le service de la dette par le financement partiel ou complet d'immobilisations municipales et le remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds Statutaire permettra à l'administration de faire face à des charges imprévues. Le fonds sera utilisé uniquement pour des charges non récurrentes.
- Le fonds du Budget participatif permettra à la Ville de réserver une somme prédéterminée en vue d'offrir une participation citoyenne dans le cadre du processus budgétaire.
- Le fonds Contrôle de la dette servira au remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds d'Amortissement pour le remboursement des obligations municipales permettra à la Ville de rembourser les obligations municipales émises pour le financement des régimes de retraite.
- Le fonds Développement social est destiné au financement des dépenses liées au développement social.
- Le fonds pour Fins communautaires est destiné au développement communautaire.
- Le fonds de Transition écologique est destiné à assurer la protection de l'environnement.

Réserves financières

- Le fonds Assurance a pour mission de protéger la sécurité financière de l'organisation en relation avec un sinistre résultant d'un dommage causé aux actifs de la Ville ou résultant de la responsabilité de celle-ci.
- Le fonds Eau potable est destiné au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.
- Le fonds Eaux usées sert au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Fonds réservés

En vertu de la charte de la Ville, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- Le fonds réservé - Remembrement agricole est constitué de sommes d'argent perçues à même la surtaxe imposée pour le remembrement agricole afin de pourvoir aux charges liées à la remise en culture des terres en friches et ainsi développer les activités agricoles dans la zone décrétée.
- Le fonds réservé - Élection sert pour assumer les dépenses reliées aux élections municipales.
- Les fonds locaux d'investissement et de solidarité servent aux activités d'investissement dans toute entreprise en démarrage ou en expansion.
- La Ville et le RTL possèdent trois fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 47,9 M\$. Les fonds de roulement servent principalement au financement de dépenses en immobilisations qui doivent être remboursées sur une période maximale de dix (10) ans. Au cours des dix (10) prochains exercices, la Ville et le RTL devront renflouer la partie utilisée qui a été établie à 26,9 M\$ au 31 décembre 2024.
- Les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés sont constitués des excédents de financement réalisés par emprunt sur les dépenses effectuées. Ces soldes sont principalement affectés au financement de dépenses décrétées par règlement d'emprunt, au paiement des échéances annuelles pour le remboursement de l'emprunt et à la réduction du solde de l'emprunt lors de son refinancement.

Compétence d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001)*, la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les villes liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau, les services de police, de sécurité incendie, la cour municipale, le logement social et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2024, la Ville et ses organismes contrôlés ont adopté les normes suivantes :

Chapitre SP 3160, *Partenariats public-privé*

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la ville et ses organismes contrôlés en obtiennent le contrôle.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas entraîné d'impact sur les états financiers de la Ville et de ses organismes contrôlés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note d'orientation NOSP-8, *Éléments incorporels achetés*

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville et de ses organismes contrôlés.

Chapitre SP 3400, *Revenus*

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Pour les organismes contrôlés, cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Pour la Ville de Longueuil, cette nouvelle norme ayant été appliquée de façon prospective, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. Ceci a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024
	\$
État des résultats	
Revenus	
Imposition de droits	(567 703)
Amendes et pénalités	(1 912 315)
Total des revenus	(2 480 018)
Charges	
Autres charges-Mauvaise créance	(152 985)
Excédent (déficit) de l'exercice	(2 327 033)
État de la situation financière	
Actifs financiers	
Débiteurs	(1 759 330)
Passifs	
Revenus reportés	567 703
Actifs financiers nets (dette nette)	(2 327 033)
Excédent (déficit) accumulé	(2 327 033)
État de la variation de la dette nette	(2 327 033)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	232 401 322	219 187 170
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	232 401 322	219 187 170
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	232 401 322	219 187 170
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 384 060	1 436 477
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	82 326 000	60 181 800

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

Les sommes affectées de 1,4 M\$ comprises dans la trésorerie sont composées de 1,4 M\$ du RTL à des fins de fonds d'assurance.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	23 808 401	19 771 833
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	47 422	36 515
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	175 194 974	171 551 265
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	27 009 948	48 139 510
Organismes municipaux	13	1 913 502	2 108 188
Autres			
▪ Cour municipale	14.1	6 162 278	7 341 948
▪ Autres	14.2	37 998 573	32 085 579
	15	272 135 098	281 034 838
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	94 981 251	93 801 072
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	94 981 251	93 801 072
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	14 837 803	13 742 936
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	56 275 835	52 233 047
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	6 631 075	7 344 188
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	67 332 907	61 992 640
Ministère de la Culture et des Communications	25	6 089 250	5 856 640
Autres ministères/organismes	26	38 865 907	44 124 750
	27	175 194 974	171 551 265

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0,95 % à 5,10 % au 31 décembre 2024 (0,85 % à 5,30 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

En vertu des ententes avec le gouvernement provincial, la Ville et le RTL, recevront sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'ils doivent assumer pour leur dettes.

Pour garantir les obligations de la Société d'économie mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc. dans le cadre de la modification et de l'optimisation du Centre de traitement par biométhanisation, cette dernière a consenti à la Ville une hypothèque principale de 44 M\$ plus une hypothèque additionnelle de 15%, de quatrième rang. La Ville de Longueuil a cédé son 3ème rang en décembre 2023. Une aide financière 12.8 M\$ provenant du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage a été comptabilisée dans les débiteurs. Cette aide permet de couvrir la contribution de la Ville à la SÉMECS pour le Centre de traitement.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ FLI (Fds local investissement)	30.1	3 085 056	3 218 864
▪ FLS (Fds local de solidarité)	30.2	2 834	3 134
	31	3 087 890	3 221 998
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	391 090	591 405

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	59 507	1 413 684
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	59 507	1 413 684
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés d'un dépôt à terme portant intérêt à un taux de 5 % (2,10 % à 4,92 % au 31 décembre 2023) et vient à échéance en février 2026.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

9. Emprunts temporaires

La Ville et les organismes disposent de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires et de Financement-Québec totalisant un maximum de 236,9 M\$. Le solde des emprunts est de 41,8 M\$ au 31 décembre 2024 (14,5M \$ au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, les marges de crédit à demande se composent des éléments suivants:

En vertu des ententes avec la Ville de Longueuil, un maximum de 75 M\$ peut être prélevé de l'institution bancaire en dollars canadiens à un taux variable fondé sur le taux préférentiel de 5,45% moins 0,95% (7,20% moins 0,95% au 31 décembre 2023). Cette marge de crédit est non garantie et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2024, l'emprunt bancaire est inutilisé par la Ville.

Le RTL dispose d'une marge de crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 45 M\$ (45 M\$ au 31 décembre 2023), portant intérêt au taux de base de 5,45% (7,20% au 31 décembre 2023) et est renégociable annuellement. De plus, le RTL dispose d'une marge de crédit pour l'acquisition d'autobus d'un montant autorisé de 10 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2023), portant intérêt au taux de base de 5,45% (7,20% au 31 décembre 2023). Le solde des emprunts est de 5,9 M\$ au 31 décembre 2024 (0\$ au 31 décembre 2023).

Le RTL dispose d'une marge de crédit auprès de Financement-Québec d'un montant autorisé de 106,4 M\$ (134,1M \$ au 31 décembre 2023) afin de financer à court terme la part subventionnée par le ministère des Transports et Mobilité durable du Québec les projets d'investissement au taux moyen des bons du Trésor du Québec à 3 mois majoré de 0,02 % (au taux moyen des bons du Trésor du Québec à 3 mois majoré de 0,02 % au 31 décembre 2023). Le solde de l'emprunt est de 35,9 M\$ au 31 décembre 2024 (14,5M \$ au 31 décembre 2023).

La marge de crédit de Société Rive et Parcs de Longueuil, d'un montant autorisé de 0,5 M\$, porte intérêt au taux préférentiel de 5,45% (7,20% au 31 décembre 2023) et est renégociable en mai 2025. Une hypothèque mobilière de 2,5 M\$ grevant tous les biens mobiliers présents et futurs est affectée à la garantie de l'emprunt. Au 31 décembre 2024, l'emprunt bancaire est inutilisé.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	82 222 443	73 441 252
Salaires et avantages sociaux	44	80 533 324	96 116 239
Dépôts et retenues de garantie	45	32 641 305	30 625 270
Provision pour contestations d'évaluation	46	90 899	267 088
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	47.1	188 617	74 868
▪ Gouvernement du Québec	47.2	2 157 993	2 623 843
▪ Organisme municipaux	47.3	4 157 969	1 776 493
▪ Int. courus dette à long terme	47.4	7 572 330	7 128 243
▪ Autres passif et courus	47.5	1 204 303	1 864 233
	48	210 769 183	213 917 529

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	1 853 729	1 972 660
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	4 681 487	6 824 247
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	18 375 409	15 010 976
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	1 011 051	1 117 402
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Milieux humides	62.1	3 101 315	1 716 775
▪ Transferts	62.2	41 704 317	40 234 560
▪ Autres	62.3	10 613 671	5 890 745
	63	81 340 979	72 767 365

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,33	2025	2043	64	784 058 998	781 292 066
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,92	4,97	2026	2031	66	16 038 118	17 257 875
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	5,00	5,00			69	15 000	15 000
					70	800 112 116	798 564 941
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(5 239 973)	(4 682 136)
					72	794 872 143	793 882 805

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		86 907 067		1 269 188	88 176 255
2026	74		80 688 067		3 171 444	83 859 511
2027	75		91 028 619		1 397 046	92 425 665
2028	76		79 423 914		1 197 098	80 621 012
2029	77		73 791 796		1 646 671	75 438 467
2030 et plus	78		372 219 535		7 371 671	379 591 206
	79		784 058 998		16 053 118	800 112 116
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		784 058 998		16 053 118	800 112 116

Note

La Ville a émis des obligations envers les régimes de retraite (PL54) pour un montant cumulatif de 9 882 410 \$ (9 882 410 \$ au 31 décembre 2023).

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	22 120 500	20 007 200
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(103 679 500)	(102 487 100)
	84	(81 559 000)	(82 479 900)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	45 290 700	37 105 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	3 371 300	3 969 100
Régimes à cotisations déterminées	87	166 817	144 400
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	527 003	538 974
	90	49 355 820	41 758 274

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement a donc été suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec confirmait à toutes fins utiles les jugements de la Cour supérieure du Québec tant en ce qui concerne les dispositions touchant les retraités que celles touchant les participants actifs. Bien que des demandes d'autorisations d'en appeler de ces décisions aient été logées auprès de la Cour suprême du Canada, cette dernière a indiqué, en date du 11 avril 2024, son refus d'entendre celle-ci.

Dans un jugement rendu le 28 mars 2025, la Cour supérieure du Québec a déclaré que les retraités ont droit de recevoir l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec, sur la valeur de l'indexation prévue à leur régime de retraite qui aurait dû être ajoutée à chaque versement de rente effectué depuis le 1er janvier 2017 et qui ne l'a pas été, et ce, à compter de la date de chacun de ces versements, le jugement ne prévoit pas d'instructions sur le financement et comment il sera payé, un autre jugement viendra aborder ceci. Le jugement du 28 mars 2025 pourrait être porté en appel.

Malgré ces récentes décisions, il importe de rappeler que la cause était scindée en deux parties distinctes: d'abord établir si les dispositions de la Loi sont constitutionnelles, ensuite établir les modalités réparatrices. Une estimation des engagements supplémentaires relativement au rétablissement de l'indexation aux retraités pour les régimes visés a été effectuée. Cette estimation a été déterminée à partir des montants de réduction des passifs initiaux relatifs à la suspension des indexations, ajustés et accumulés selon les taux d'intérêt des évaluations actuarielles applicables par régime jusqu'au 31 décembre 2024 pour une valeur estimée de 44,8 M\$ pour la Ville de Longueuil et de 13,4 M\$ pour le RTL. Cette valeur est réduite des obligations implicites et de l'utilisation des gains/pertes non amortis.

La Ville et le Réseau de transport de Longueuil participent à 10 régimes de retraite qui sont visés par la Loi. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément aux dispositions de la Loi et aux ententes conclues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	3 897 423	6 053 367
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	13 974 464	12 815 959
Autres			
▪ Instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur	93.1	322 981	541 785
	94	18 194 868	19 411 111
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	12 815 959	
Passifs engagés	96		12 318 813
Passifs réglés	97 (	55 234)(	)
Charge de désactualisation ¹	98	568 419	497 146
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	645 320	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	13 974 464	12 815 959

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement les bassins et les incinérateurs, l'amiante dans les bâtiments et les conduits ainsi que les réservoirs.

Principales hypothèses utilisées:

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4.24%	4.04%
Période d'actualisation*	De 1 an à 100 ans	De 1 an à 100 ans
Taux d'inflation	2.87%	2.67%

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Le coût estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors services au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élève à 16,5 M\$ (15,5 M\$ au 31 décembre 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	274 409 570	15 504 552		289 914 122
Eaux usées	102	589 642 849	10 829 402	53 092	600 419 159
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	669 472 653	17 587 451		687 060 104
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	178 642 862	5 897 962		184 540 824
▪ Autres infras	104.2	136 607 934	2 999 509		139 607 443
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	486 182 106	66 217 618	71 500	552 328 224
Améliorations locatives	107	1 246 626	343 668	(204 371)	1 794 665
Véhicules	108	389 218 833	33 109 274	8 975 556	413 352 551
Ameublement et équipement de bureau	109	83 716 198	16 711 878	53 452	100 374 624
Machinerie, outillage et équipement divers	110	40 065 242	9 533 528	532 653	49 066 117
Terrains	111	81 316 710	1 800 757	227 635	82 889 832
Autres	112	25 997 826	1 497 781		27 495 607
	113	2 956 519 409	182 033 380	9 709 517	3 128 843 272
Immobilisations en cours	114	144 203 881	8 275 287	204 371	152 274 797
	115	3 100 723 290	190 308 667	9 913 888	3 281 118 069
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	89 224 919	9 762 667		98 987 586
Eaux usées	117	333 331 975	17 056 632	1 298	350 387 309
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	274 174 613	24 610 196		298 784 809
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	64 166 911	8 558 534		72 725 445
▪ Autres infras	119.2	47 055 622	5 004 163		52 059 785
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	237 951 169	14 635 654		252 586 823
Améliorations locatives	122	711 736	92 925		804 661
Véhicules	123	183 192 993	23 989 027	8 806 650	198 375 370
Ameublement et équipement de bureau	124	57 715 365	8 792 760	53 452	66 454 673
Machinerie, outillage et équipement divers	125	18 472 302	3 359 841	88 601	21 743 542
Autres	126	6 076 795	1 532 486		7 609 281
	127	1 312 074 400	117 394 885	8 950 001	1 420 519 284
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	1 788 648 890			1 860 598 785

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	129				
Amortissement cumulé	130	(	)	(	)
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville et les organismes qu'elle contrôle ont acquis des immobilisations dont un solde de 41 694 126 \$ au 31 décembre 2024 (44 461 450 \$ au 31 décembre 2023) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

De plus, la Ville a reçu des immobilisations sous forme de dons, de la part des promoteurs dont la juste valeur marchande s'élève à 3 165 153 \$ au 31 décembre 2024 (2 960 487 \$ au 31 décembre 2023). Ces transactions sont sans effet sur la trésorerie.

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	62 637 892	63 209 270
Immeubles industriels municipaux	133	42 581 362	46 167 710
Autres	134	853 741	349 733
	135	106 072 995	109 726 713
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	106 072 995	109 726 713

Note

Le produit de cession des propriétés destinées à la revente constaté au cours de l'exercice s'établit à 4,1 M \$, le gain afférent à ces dispositions est de 4,1 M \$.

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	4 082 417	4 450 687
Autres			
▪	144.1		
	145	4 082 417	4 450 687

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

La Ville et les organismes qu'elle contrôle se sont engagés par des contrats d'entretien ménager, d'enlèvement de la neige, de déblaiement des stationnements, d'enlèvement des ordures, de service animalier et d'entretien d'éléments d'aménagement, des parcs et des espaces de verdure et autres contrats, échéant jusqu'en 2043, à verser une somme totale de 869,6 M\$ durant cette période. Les engagements de la Ville comprennent pour 5,8 M\$ d'opérations avec ses organismes contrôlés.

(en millions de dollars)

	Ville de Longueuil	Organismes contrôlés	Total
2025	258,8	157,1	415,9
2026	93,6	27,9	121,5
2027	72,6	29,1	101,7
2028	56,3	10,4	66,7
2029	37,7	0,0	37,7
2030 et plus	<u>126,1</u>	<u>0,0</u>	<u>126,1</u>
	645,1	224,5	869,6

De plus, la Ville et les organismes contrôlés se sont engagés par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 181,8 M\$.

La Ville s'est engagé par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 139,8 M\$. Ces engagements seront dépensés au cours des années 2025 à 2027.

Le RTL s'est engagé à acquérir 25 autobus au cours des deux prochaines années. La valeur estimative de cet engagement est de 42,0 M\$ se se répartit comme suit: 2025 11,1 M\$ et 2026 30,9 M\$.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 7,8 M\$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1,4 M\$ en 2025, à 1,3 M\$ en 2026, à 1,4 M\$ en 2027, à 1,3 M\$ en 2028 et à 2,4 M\$ pour les années 2029 et suivantes.

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 18,3 M\$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 2,2 M\$ en 2025, 2,0 M\$ en 2026, 1,8 M\$ en 2027, 1,7 M\$ en 2028, 1,5 M\$ en 2029 et 9,1 M\$ pour les années 2030 et suivantes.

La Ville a conclu des ententes pour des services de prêts de personnel policier ainsi que d'autres ententes diverses échéant à différentes dates jusqu'en 2028 totalisant 8,8 M\$. Les revenus à percevoir au cours des quatre prochains exercices s'élèvent à 4,1 M\$ en 2025, à 3,5 M\$ en 2026, à 1,0 M\$ en 2027 et à 0,2 M\$ en 2028.

Le RTL a conclu, en 2019, un contrat de vente et de gestion d'espaces publicitaires échéant en 2028, prévoyant la perception de revenus, pour les années restantes au contrat, d'un montant minimal de 6,9 M\$. Les revenus de publicités minimum à percevoir au cours des quatre prochains exercices s'élèvent à 1,7 M\$ en 2025, à 1,6 M\$ en 2026, à 1,8 M\$ en 2027 et à 1,8 M\$ en 2028.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, l'acquisition d'autobus du RTL pourra faire l'objet de subventions variant entre 75% et 95%, pour un total estimé de 38,8 M\$, sous réserve de l'admissibilité des projets.

Le DEL a conclu des ententes échéant à diverses dates jusqu'en 2027 pour des paiements de transfert des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que des partenaires privés et organismes totalisant 3,0 M\$ pour plusieurs projets. Les encaissements des paiements de transfert prévus pour les prochains exercices s'élèvent à 1,9 M\$ en 2025, à 0,7 M\$ en 2026 et à 0,4 M\$ en 2027.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville et les organismes assument une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, un surplus affecté de 1,4 M\$ pour le RTL et une réserve financière de 4,4 M\$ pour la Ville ont été créés. Ceux-ci s'élèvent à 5,8 M\$ au 31 décembre 2024.

C) Poursuites

Les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à environ 85,4 M\$. Il est pour le moment impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations. La Ville en conteste le bien-fondé. Une provision jugée raisonnable a été comptabilisée aux livres. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces réclamations pourra faire l'objet de financement à long terme, de financement par une réserve financière ou de financement par l'excédent non affecté.

D) Autres

Environnement

La Ville a décidé de faire une utilisation restreinte de certains terrains présentant un niveau de contamination acceptable pour leur usage actuel. Toutefois, si la Ville décidait de changer l'usage de ces terrains, elle devrait d'abord procéder à leur décontamination. Les frais de décontamination seraient alors comptabilisés dans les charges dans l'exercice financier où le changement d'usage aurait eu lieu ou comptabilisés au coût du terrain vendu.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques. Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en décembre 2023 par le conseil d'agglomération et en décembre 2023 par le conseil municipal, est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés.

La Ville de Longueuil, le CAL, le DEL et le SRPL ne possèdent pas de fonds communs cotés sur le marché et d'instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers du Réseau de transport de Longueuil qui sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les instruments financiers dérivés, qui consistent en des contrats de swap de marchandises convenus avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations du prix du carburant. La politique du Réseau consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Pour établir la juste valeur des instruments financiers dérivés, le Réseau a appliqué des techniques d'évaluation basées sur la juste valeur fournie par les banques, d'après les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville de Longueuil et ses organismes sont exposés à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville de Longueuil et ses organismes sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation et de carburant, des taxes et tenants lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville de Longueuil et ses organismes au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et de carburant, les mutations et les amendes et pénalités est réduit, puisque la Ville de Longueuil et ses organismes évaluent régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville de Longueuil et ses organismes contrôlés ne détiennent aucun actif en garantie des débiteurs.

En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville de Longueuil et ses organismes croient que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime.

Les débiteurs de la Ville de Longueuil et ses organismes totalisent 272 M\$ au 31 décembre 2024 (281 M\$ au 31 décembre 2023) de ce montant, 14,8 M\$ est comptabilisé comme provision pour créances douteuses (13,7 M\$ au 31 décembre 2023).

Les sommes à recevoir du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec représentent 74% des débiteurs au 31 décembre 2024 (78% au 31 décembre 2023). Le risque de crédit associé à ces montants à recevoir est faible puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La Ville de Longueuil et ses organismes établissent la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Ils enregistrent une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. La Ville de Longueuil et ses organismes sont d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

La Ville de Longueuil détient des prêts via les FLI et FLS par contre ne détient pas de placement de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif ni de dérivés. Le RTL détient des instruments financiers dérivés. Le CAL, le DEL et le SRPL ne détiennent pas de prêts, de placement de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif ni de dérivés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit. La Ville de Longueuil estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées. À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte. Des sûretés et des cautions atténuent le risque de crédit des prêts et sont intégrés dans l'évaluation de la provision pour moins-value. Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

Placement de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. L'organisme municipal réduit ce risque en traitant avec des institutions financières reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville de Longueuil et ses organismes éprouvent des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville de Longueuil et ses organismes gèrent ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville de Longueuil et ses organismes établissent des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

					2024
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	41 796 661	—	—	—	41 796 661
Créditeurs et charges à payer	210 750 238	18 945	—	—	210 769 183
Dettes à long terme	88 176 255	176 285 176	156 059 479	379 591 206	800 112 116
Autres passifs	1 309 204	6 304 537	2 497 363	8 083 764	18 194 868
Solde à la fin	342 032 358	182 608 658	158 556 842	387 674 970	1 070 872 828

					2023
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	14 500 316	—	—	—	14 500 316
Créditeurs et charges à payer	213 902 970	14 559	—	—	213 917 529
Dettes à long terme	93 086 875	250 636 111	130 703 489	324 138 464	798 564 939
Autres passifs	1 268 446	8 234 794	4 185 466	5 722 405	19 411 111
Solde à la fin	322 758 607	258 885 464	134 888 955	329 860 869	1 046 393 895

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif et passif financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Considérant la nature de ses activités, la Ville de Longueuil et ses organismes sont exposés au risque de taux d'intérêt et au risque de prix.

Au 31 décembre 2024, le Réseau de transport de Longueuil possède des contrats d'achat à terme échéant de 2025 à 2026 pour une quantité totale de référence de 10 380 000 litres dont la valeur au marché est négative pour -322 981 \$ (au 31 décembre 2023, le Réseau possédait des contrats d'achat à terme échéant de 2024 à 2025 pour une quantité totale de référence de 10 860 000 litres dont la valeur au marché négatif était de - 541 785 \$).

Les gains et pertes réalisés qui y sont reliés sont constatés à l'état des résultats en contrepartie de la charge sur le carburant. Un gain de 51 450 \$ a été constaté au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 (gain de 1 586 180 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023). La variation de la juste valeur non réalisée de ces instruments est constatée à l'état des gains et des pertes de réévaluation. Un gain pour 218 804 \$ a été comptabilisé durant l'exercice 2024 à l'état des gains et des pertes de réévaluation (une perte non réalisée pour 541 785 \$ a été comptabilisée durant l'exercice 2023).

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville de Longueuil et ses organismes est attribuable à ses passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des passifs financiers, mais comme la Ville de Longueuil et ses organismes prévoient rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Le Réseau de transport de Longueuil est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois. Le CAL et SRPL sont exposés au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs financiers portant intérêt à taux fixe. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc le CAL et SRPL au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêts.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable
	\$	\$
Actif financiers		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	—	232 401 322
Prêt	3 087 890	—
Placement de portefeuille	59 507	—
Passif financiers		
Emprunts temporaires	—	41 796 661
Dette a long terme	800 112 116	—
Solde à la fin	803 259 513	274 197 983

	2023	
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable
	\$	\$
Actif financiers		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	—	219 187 172
Prêt	3 221 998	—
Placement de portefeuille	1 413 684	—
Passif financiers		
Emprunts temporaires	—	14 500 316
Dette a long terme	798 564 939	—
Solde à la fin	803 200 621	233 687 488

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	394 757 078	429 398 548	428 296 211			427 433 209
Compensations tenant lieu de taxes	2	18 077 893	19 323 139	19 457 359			18 950 151
Quotes-parts	3	212 471 212	223 575 215	223 820 914			223 820 914
Transferts	4	42 891 715	37 207 687	49 443 253		10 231 621	54 218 714
Services rendus	5	18 527 249	19 606 025	21 992 802		224 276 577	245 666 257
Imposition de droits	6	34 566 787	34 791 716	37 740 685			37 740 685
Amendes et pénalités	7	15 418 313	13 651 820	13 477 494			13 477 494
Revenus de placements de portefeuille	8	43 643	550 000				
Autres revenus d'intérêts	9	17 994 462	11 762 400	17 956 262		73 845	18 030 107
Autres revenus	10	3 337 323	1 730 227	6 979 430		4 157 055	10 446 448
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	758 085 675	791 596 777	819 164 410		238 739 098	1 049 783 979
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	46 006 762	35 392 695	26 746 022		25 759 851	52 505 873
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 171 356		158 790			158 790
Autres	18	3 082 375		(1 135 613)			(1 135 613)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	52 260 493	35 392 695	25 769 199		25 759 851	51 529 050
	22	810 346 168	826 989 472	844 933 609		264 498 949	1 101 313 029
Charges							
Administration générale	23	79 668 659	93 522 959	91 507 604	4 947 127		96 407 744
Sécurité publique	24	189 366 531	199 767 673	200 131 764	8 629 271		208 761 035
Transport	25	169 229 005	176 511 628	169 073 524	31 448 519	231 237 279	430 707 213
Hygiène du milieu	26	98 214 945	106 897 641	103 707 514	30 231 190		133 938 704
Santé et bien-être	27	17 155 273	5 781 847	22 129 175			22 129 175
Aménagement, urbanisme et développement	28	29 550 257	28 405 466	34 943 324	547 946	8 763 151	39 723 132
Loisirs et culture	29	69 596 064	71 620 231	73 506 608	15 119 650	11 495 916	97 679 551
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	24 218 558	26 753 206	27 254 784		4 256 887	31 511 671
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	86 599 134	87 838 020	90 923 703 (	90 923 703)		
	34	763 598 426	797 098 671	813 178 000		255 753 233	1 060 858 225
Excédent (déficit) lié aux activités	35	46 747 742	29 890 801	31 755 609		8 745 716	40 454 804

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	46 747 742	29 890 801	31 755 609	8 745 716	40 454 804
Moins : revenus d'investissement	2 (	52 260 493) (	35 392 695) (	25 769 199) (	25 759 851) (	51 529 050)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(5 512 751)	(5 501 894)	5 986 410	(17 014 135)	(11 074 246)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	86 599 134	87 838 020	90 923 703	26 504 961	117 394 885
Produit de cession	5	169 686		1 532 963	113 694	1 646 657
(Gain) perte sur cession	6	124 662		(920 005)	(42 194)	(962 199)
Réduction de valeur / Reclassement	7	2 828 313		279 429		279 429
	8	89 721 795	87 838 020	91 816 090	26 576 461	118 358 772
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	8 960		3 703 341		3 703 341
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	8 960		3 703 341		3 703 341
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	2 180 543		1 433 423		1 433 423
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	(434 681)		(199 315)		(199 315)
	15	1 745 862		1 234 108		1 234 108
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 117 117		11 540 316		11 540 316
Remboursement de la dette à long terme	17 (	64 768 708) (	67 419 908) (	67 147 396) (	6 245 899) (	73 393 295)
	18	(60 651 591)	(67 419 908)	(55 607 080)	(6 245 899)	(61 852 979)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	25 860 124) (	12 388 114) (	14 725 953) (	1 566 471) (	16 292 424)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	922 686	5 117 991	3 044 547		3 044 547
Excédent de fonctionnement affecté	21	12 217 920	1 665 767	6 894 018		6 894 018
Réserves financières et fonds réservés	22	(10 715 451)	(10 312 169)	(12 026 597)	(524 050)	(12 550 647)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	13 046 271	1 000 307	(4 671 253)	(1 198 630)	(5 869 883)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(10 388 698)	(14 916 218)	(21 485 238)	(3 289 151)	(24 774 389)
	26	20 436 328	5 501 894	19 661 221	17 041 411	36 668 853
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	14 923 577		25 647 631	27 276	25 594 607

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	52 260 493	25 769 199	25 759 851	51 529 050
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	6 931 130)(	5 338 063)(	) (	5 338 063)
Sécurité publique	3 (	29 181 686)(	11 379 054)(	) (	11 379 054)
Transport	4 (	45 398 774)(	38 488 241)(	55 080 597)(	93 568 838)
Hygiène du milieu	5 (	39 931 939)(	38 362 999)(	) (	38 362 999)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 068 031)(	7 947 424)(	) (	7 947 424)
Loisirs et culture	8 (	37 391 405)(	32 162 342)(	1 549 947)(	33 712 289)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	161 902 965)(	133 678 123)(	56 630 544)(	190 308 667)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	18 871 928)(	49 623)(	) (	49 623)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	1 055 000)(	1 100 000)(	) (	1 100 000)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	55 027 289	54 818 962	16 405 000	71 223 962
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	25 860 124	14 725 953	1 566 471	16 292 424
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		156 056		156 056
Excédent de fonctionnement affecté	17	21 463 737			
Réserves financières et fonds réservés	18	12 815 797	9 429 642		9 429 642
	19	60 139 658	24 311 651	1 566 471	25 878 122
	20	(66 662 946)	(55 697 133)	(38 659 073)	(94 356 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(14 402 453)	(29 927 934)	(12 899 222)	(42 827 156)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	203 812 034	222 272 652	10 128 670
Débiteurs (note 5)	2	198 981 586	178 607 347	93 697 915
Prêts (note 6)	3	3 221 998	3 087 890	
Placements de portefeuille (note 7)	4			59 507
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	406 015 618	403 967 889	103 886 092
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10			41 796 661
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	166 499 587	164 448 945	46 490 402
Revenus reportés (note 11)	12	62 312 626	69 197 869	12 212 810
Dette à long terme (note 12)	13	700 095 859	701 504 929	93 367 214
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	81 560 100	81 026 800	532 200
Autres passifs (note 14)	15	18 384 326	17 386 887	807 981
	16	1 028 852 498	1 033 565 430	195 207 268
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(622 836 880)	(629 597 541)	(91 321 176)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 471 629 147	1 513 491 180	347 411 617
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	109 726 713	106 072 995	
Stocks de fournitures	20	4 801 630	5 261 893	10 320 495
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 990 884	2 838 576	1 243 841
	23	1 589 148 374	1 627 664 644	358 975 953
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	54 726 948	59 746 953	(1 944 022)
Excédent de fonctionnement affecté	25	101 809 646	111 142 649	5 645 791
Réserves financières et fonds réservés	26	30 772 761	34 569 715	7 727 792
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	202 026 509) (	204 131 063) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(11 277 823)	(41 205 756)	(30 011 633)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	992 306 471	1 037 944 605	286 559 830
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			(322 981)
	31	966 311 494	998 067 103	267 654 777
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				161 676
Autre	2	279 399 992	284 008 296	396 605 418	373 342 776
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				38 324
Autres	4	78 936 805	77 442 758	108 754 827	99 051 312
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	374 279	374 279	374 279	32 901
Autres biens et services	8	197 764 974	184 268 363	262 937 555	261 492 828
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	22 038 195	21 056 027	24 809 487	22 240 364
D'autres organismes municipaux	10				10 449
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	1 417 773	2 416 700	2 416 700	1 675 661
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	3 297 238	3 782 057	4 285 484	4 152 982
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	111 068 669	107 783 921	107 783 921	101 216 560
Transferts	15	4 680 722	4 841 392	364 350	277 097
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	6 624 204	25 425 048	24 275 863	17 639 899
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	87 838 020	90 923 703	117 394 885	113 400 239
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	3 657 800	10 007 611	10 007 611	1 359 325
▪ Moins valeur immobilisations	21.2		279 429	279 429	2 828 313
▪ Désactualisation	21.3		568 416	568 416	497 145
	22	797 098 671	813 178 000	1 060 858 225	999 417 851

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	315 119	140 518
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	209 490	203 698
Autres revenus	3	33 792	15 774
	4	558 401	359 990
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5	5 373	
Variation de la provision pour moins-value	6	(123 126)	(209 951)
Autres créances douteuses	7		
	8	(117 753)	(209 951)
Autres charges	9	4 920	22 566
	10	(112 833)	(187 385)
Excédent (déficit) de l'exercice	11	671 234	547 375
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	6 325 759	5 503 494
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	11 318	42 735
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	3 474 739	3 804 727
Provision pour moins-value	16	(389 683)	(585 863)
	17	3 085 056	3 218 864
	18	9 422 133	8 765 093
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	4 343	18 537
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	8 659 745	8 659 745
	22	8 664 088	8 678 282
Solde du Fonds local d'investissement	23	758 045	86 811
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	6 325 759	5 503 494
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	6 325 759	5 503 494
Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	\$	\$
Prêts (6% à 12,2%), échéant entre 2025 et 2030	3 474 739	3 804 727
Provision pour perte	<u>(389 683)</u>	<u>(585 863)</u>
	3 085 056	3 218 864

Le cumul des prêts et débiteurs depuis la création, en 2000, est de 35,6 M\$ incluant 17,3 M\$ pour le volet PAUPME. Ceux octroyés en 2024 s'élèvent à 1,1 M\$ incluant 0 \$ pour le volet PAUPME.

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont:

	\$
2025	1 277 315
2026	931 972
2027	564 256
2028	451 891
2029	215 534
<u>2030</u>	<u>33 771</u>
	3 474 739 \$

Note sur la dette à long terme

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'un fonds local d'investissement, remboursable à partir de juin 2026.

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'une aide d'urgence aux PME, remboursable en un versement le 31 mars 2030.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	\$
2025	-
2026	1 850 881
2027	515 065
2028	278 780
2029	690 518
2030	5 174 501
<u>2031</u>	<u>150 000</u>
	8 659 745

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	521	1 211
Autres revenus	3	102 780	146
	4	103 301	1 357
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(3 135)	(1 539)
Autres créances douteuses	7		
	8	(3 135)	(1 539)
Intérêts sur la dette à long terme	9	750	10 448
Autres charges	10	75	79
	11	(2 310)	8 988
Excédent (déficit) de l'exercice	12	105 611	(7 631)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	120 070	13 972
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	376	375
Prêts aux entreprises	16	5 241	8 676
Provision pour moins-value	17	(2 407)	(5 542)
	18	2 834	3 134
	19	123 280	17 481
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	377	189
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	15 377	15 189
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	107 903	2 292
	26	107 903	2 292
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	120 070	13 972
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	120 070	13 972

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	\$	\$
Prêts 10% à 11%, échéant en 2025	5 241	8 686
Provision pour perte	<u>(2407)</u>	<u>(5 542)</u>
	2 834	3 134

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont:

	\$
2025	2 834

Note sur la dette à long terme

Marge de crédit ouverte, d'un montant autorisé de 750 000\$, portant intérêt au taux de 4%. Le solde utilisé au 31 décembre est de 15 000\$.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	57 606 365	53 332 024
Excédent de fonctionnement affecté	2	116 788 440	106 762 797
Réserves financières et fonds réservés	3	42 297 507	37 976 503
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	204 131 063)(	203 225 139)
Financement des investissements en cours	5	(70 951 123)	(28 123 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	1 324 200 423	1 258 633 526
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	(322 981)	(541 785)
	8	1 265 487 568	1 224 813 960

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	59 746 953	54 726 948
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(2 140 588)	(1 394 924)
	11	57 606 365	53 332 024

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	12.1	1 479 309	1 479 309
▪ Fonds d'infrastructures/immobilisations	12.2	70 438 274	66 958 417
▪ Fonds réserve statutaire	12.3	9 921 189	9 921 189
▪ Fonds développement immobilier	12.4	2 354 895	2 515 280
▪ Fonds d'amortissement remboursement obligations municipales	12.5	6 974 455	6 574 455
▪ Budget participatif	12.6	300 000	300 000
▪ Fins communautaires	12.7	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	12.8	72 653	129 633
▪ Autres	12.9	19 394 374	13 723 863
	13	111 142 649	101 809 646
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Service de la dette	14.1	414 200	414 200
▪ Fonds d'assurance	14.2	1 384 060	1 314 196
▪ Autres	14.3	3 847 531	3 224 755
	15	5 645 791	4 953 151
	16	116 788 440	106 762 797

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fonds d'assurance	17.1	4 317 906	3 835 052
▪ Fonds eau potable	17.2	72 336	55 376
▪ Fonds eaux usées	17.3	50 535	38 523
	18	4 440 777	3 928 951
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	19 006 639	17 169 729
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 985 829	1 971 655
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	1 328 458	40 140
Organismes contrôlés et partenariats	24	260 307	260 307
Montant non réservé			
Administration municipale	25	10	1 315 759
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	6 332 733	5 527 691
Fonds local de solidarité	28	120 069	14 158
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	1 265 325	823 323
Autres			
▪ Fonds d'immobilisations (RTL)	30.1	5 481 656	4 971 780
▪ Fonds remembrement agricole / Fonds de parcs et terrains de jeux	30.2	2 075 704	1 953 010
	31	37 856 730	34 047 552
	32	42 297 507	37 976 503

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	(1 790 000))	(1 790 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	32 863 000)	32 863 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)	)
Autres	37 (	20 888 300)	23 301 600)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	63 513 600)	63 102 430)
	39 (	115 474 900)	117 477 030)
Assainissement des sites contaminés	40 (	3 243 677)	5 382 873)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	10 773 496)	12 318 813)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)	)
Autres			
▪	43.1 (	)	)
	44 (	129 492 073)	135 178 716)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)	)
Autres			
▪	49.1 (	)	)
	50 (	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	5 768 757)	5 247 274)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	8 674 745)	8 674 745)
Autres			
▪ Dépenses de fonctionnement à financer à long terme	55.1 (	19 072 396)	10 068 413)
▪ Dettes à long terme liées aux activités de fonctionnement	55.2 (	47 024 967)	49 908 733)
	56 (	80 540 865)	73 899 165)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	2 813 985	2 630 744
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	3 087 890	3 221 998
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	5 901 875	5 852 742
	63 (	204 131 063)	203 225 139)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	57 991 098	69 814 119
Investissements à financer	65 (	128 942 221)(	97 938 085)
	66	(70 951 123)	(28 123 966)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	1 860 598 785	1 788 648 890
Propriétés destinées à la revente	68	106 072 995	109 726 713
Prêts	69	3 087 890	3 221 998
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	1 969 759 670	1 901 597 601
Ajustements aux éléments d'actif	73	(3 087 890)	(3 221 997)
	74	1 966 671 780	1 898 375 604
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	794 872 143)(	793 882 805)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	5 239 973)(	4 682 136)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	94 981 251	93 801 072
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	61 468 469	63 830 754
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	1 191 037	1 191 037
	80 (	642 471 359)(	639 742 078)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	642 471 359)(	639 742 078)
	83	1 324 200 421	1 258 633 526

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	10
Régimes supplémentaires de retraite	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite de la Ville de Longueuil sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire final moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées.

Le Réseau de transport de Longueuil (RTL) offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. Les prestations prévues au titre des régimes de retraite du RTL sont spécifiques à chaque régime de retraite.

Pour la Ville de Longueuil, les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2021 pour tous les régimes.

Pour le RTL, les évaluations actuarielles les plus récentes ont été effectuées au 31 décembre 2021 pour quatre groupes d'employés et au 31 décembre 2023 pour le groupe des employés d'entretien.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	20 007 200	11 913 800
Charge de l'exercice	4 (	45 290 700)(	37 105 800)
Cotisations versées par l'employeur	5	47 404 000	45 199 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	22 120 500	20 007 200
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	1 993 036 000	1 909 437 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	2 019 678 100)(	1 931 296 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(26 642 100)	(21 859 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	48 762 600	41 866 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	22 120 500	20 007 200
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	22 120 500	20 007 200
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	8	10
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 993 036 000	1 554 305 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	2 019 678 100)(	1 564 243 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	26 642 100)(	9 937 900)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	76 783 900	68 112 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 995 200	11 921 400
	20	78 779 100	80 033 700
Cotisations salariales des employés	21 (	42 399 700)(	37 317 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	3 363 600)(	3 091 200)
	23	33 015 800	39 625 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	9 674 100	9 436 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	1 774 900	(11 921 400)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	44 464 800	37 140 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	116 249 900	109 325 600
Rendement espéré des actifs	32 (	115 424 000)(	109 360 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	825 900	(34 900)
Charge de l'exercice	34	45 290 700	37 105 800

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	103 780 800	105 212 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	115 424 000)(	109 360 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(11 643 200)	(4 147 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	7 602 200	(13 540 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	113 363 000	90 809 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	2 010 035 500	1 859 122 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	9 882 400	9 882 400
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	7 921 600	7 356 500
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	16 593 400	15 160 500
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	136 167 800	115 069 700
DMERCA du nouveau volet	45	14	14
DMERCA de l'ancien volet	46	9	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,90 %	5,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à certains employés des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés. Ces régimes prévoient une prestations de retraite additionnelle pour la portion de rente non couverte par les régimes de base compte tenu des limites fiscales. De plus, des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à la plupart des employés.

Pour les avantages sociaux futurs non capitalisés, la date de la dernière évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

Le RTL offre à ses cadres de direction un régime supplémentaire de retraite qui leur permet de recevoir des prestations de retraite supplémentaires à celles qu'ils pourront recevoir aux termes du régime capitalisé. Aucune cotisation n'est requise de la part des participants au régime supplémentaire.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (102 487 100)	(100 547 300)
Charge de l'exercice	56 (3 371 300)(	3 969 100)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 2 178 900	2 029 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (103 679 500)	(102 487 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59 (74 379 100)	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (29 300 400)(	62 591 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (103 679 500)	(62 591 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(39 895 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (103 679 500)	(102 487 100)
Provision pour moins-value	64 () (	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (103 679 500)	(102 487 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (74 379 100)(	62 591 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (74 379 100)(	62 591 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	2 324 100	2 352 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	2 324 100	2 352 800
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	2 324 100	2 352 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(2 191 400)	(1 494 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	132 700	858 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	3 238 600	3 110 900
Rendement espéré des actifs	84 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	3 238 600	3 110 900
Charge de l'exercice	86	3 371 300	3 969 100
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(8 403 500)	6 379 600
Prestations versées au cours de l'exercice	91	2 178 900	2 029 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	13	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,25 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,66 %	5,66 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2040	2040
Autres hypothèses économiques			
▪ Taux de croissance - soins dentaires	103.1	4	4
▪ Taux ultime croissance - soins dentaires	103.2	4	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 3

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Longueuil est promoteur de deux régimes à cotisations déterminées. Cependant, les cotisations ci-dessous tiennent compte des cotisations versées par la Ville aux régimes des villes reconstituées.

Le RTL est promoteur d'un régime de retraite à cotisations déterminées pour le groupe d'employés d'entretien. Aucune cotisation n'a été effectuée puisque le régime a pris fin au 1er janvier 2010.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	166 817	144 400
	110	166 817	144 400

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	40	45

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par le règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	98 811	101 222
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	332 995	341 065
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	194 008	197 909
	121	527 003	538 974

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	410 098 211	408 571 232	407 741 189
Taxes spéciales				379 394 672
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 350 125	1 212 724	1 210 730
Activités de fonctionnement	8	85 619	218 745	218 745
Activités d'investissement	9			1 725 000
Autres	10	2 342 449	2 437 678	218 745
	11	413 876 404	412 440 379	218 745
			411 608 342	96 065
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 600 250	1 576 014	1 575 864
Égout	13			1 591 235
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Transport en commun	16.1	2 490 465	2 505 054	2 504 973
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 492 000	2 637 762	2 637 762
Service de la dette	18	7 590 469	7 659 734	2 144 278
Pouvoir général de taxation	19	1 348 960	1 317 211	7 807 361
Activités de fonctionnement	20		1 293 924	
Activités d'investissement	21			
	22	15 522 144	15 695 775	15 664 810
			15 664 810	11 542 874
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24		160 057	160 057
	25		160 057	160 057
	26	15 522 144	15 855 832	15 824 867
	27	429 398 548	428 296 211	11 542 874
			427 433 209	393 476 607

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	43 454	43 518	41 297
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	1 755 084	1 770 616	1 672 812
Compensations pour les terres publiques	30	5 650	5 650	5 650
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	4 494 705	4 501 284	4 224 846
Cégeps et universités	32	2 386 930	2 390 424	2 205 074
Écoles primaires et secondaires	33	5 167 065	5 174 627	4 647 327
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	13 852 888	13 886 119	12 797 006
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 962 593	5 061 057	4 772 361
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	450	2 975	800
Taxes d'affaires	38			
	39	4 963 043	5 064 032	4 773 161
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	507 208	507 208	1 219
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	507 208	507 208	1 219
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	19 323 139	19 457 359	18 950 151
				17 571 386

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	517 919	517 919	355 581
Sécurité publique				
Police	48	5 009 845	4 581 050	4 270 232
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	75 000	75 000	75 000
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	696 320	1 154 478	798 530
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56		1 622 689	1 505 293
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	66 411	66 411	24 665
Réseau de distribution de l'eau potable	64	519 745	578 873	415 040
Traitement des eaux usées	65	73 131	73 131	40 795
Réseaux d'égout	66	72 382	361 557	213 257
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	4 830 000	3 625 105	4 037 296
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	(4 152 971)	(4 152 971)	
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	5 476	601 312	1 232 267
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	14 183 119	14 183 119	11 634 744
Autres	76	400 000	400 000	
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	380 808	1 277 074	315 289
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	558 426	558 426	730 834
Rénovation urbaine	80	1 239 432	1 239 432	1 220 988
Promotion et développement économique	81	200 000	2 695 526	2 623 737
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	233 471	233 471	149 307
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	999 134	999 134	906 334
Autres	85	139 961	139 961	351 662
Réseau d'électricité	86			
	87	12 604 075	26 712 482	30 830 697
				30 900 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			5 000
Sécurité publique				
Police	89	742 097	742 097	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	17 645 136	13 580 622	23 337 223
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96	140 568	140 568	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97		25 759 851	19 869 612
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103	619 807	619 807	399 544
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	3 881 325		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	6 365 368	4 787 090	4 428 461
Traitement des eaux usées	106	3 615 000		30 459
Réseaux d'égout	107	3 785 866	2 847 169	8 077 239
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109	541 302	541 302	
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114	100 000	2 293 684	1 067 201
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				98 367
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124		748 224	748 224	8 563 268
Activités culturelles					
Bibliothèques	125				
Autres	126		445 459	445 459	
Réseau d'électricité	127				
	128	35 392 695	26 746 022	52 505 873	65 876 374

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	8 940 000	6 816 479	6 816 479
Fonds de développement des territoires	134			9 062 710
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	12 962 243	12 962 226	12 962 226
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	2 701 369	2 952 066	3 609 312
Autres	138			3 463 915
	139	24 603 612	22 730 771	23 388 017
TOTAL DES TRANSFERTS	140	72 600 382	76 189 275	106 724 587
				113 246 392

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Grefe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143	141 214	89 171	80 757	77 847
	144	141 214	89 171	80 757	77 847
Sécurité publique					
Police	145	1 584 575	1 792 144	1 792 144	1 745 532
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147				
Sécurité civile	148	65 000			
Autres	149				
	150	1 649 575	1 792 144	1 792 144	1 745 532
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154	60 000	88 052	213 095 446	186 629 343
Autres	155				15 590 918
	156	60 000	88 052	213 095 446	202 220 261
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	55 000	35 995	35 995	36 953
Réseau de distribution de l'eau potable	158	1 655 885	1 796 453	1 796 453	1 414 642
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161		19 774	2 714	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162		3 124	2 120	
Tri et conditionnement	163		5 077		
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	1 710 885	1 860 423	1 837 282	1 451 595

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172	15 092	15 092	54 241
	173	15 092	15 092	54 241
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	3 561 674	3 844 882	216 820 721
				205 549 476

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185	41 150	930 425	131 608
Évaluation	186	5 000	6 162	2 307
Autres	187	2 504 026	2 839 943	2 477 054
	188	2 550 176	3 776 530	2 610 969
Sécurité publique				
Police	189	1 738 172	2 303 752	2 276 290
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	1 000 000	1 036 300	1 367 964
Sécurité civile	192			(12 025)
Autres	193			
	194	2 738 172	3 340 052	3 632 229
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	2 304 990	1 521 008	1 394 994
Enlèvement de la neige	196	65 000	109 963	105 790
Autres	197	3 870 166	3 298 464	3 201 702
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	6 240 156	4 929 435	4 702 486
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			(49 476)
Réseau de distribution de l'eau potable	205	1 346 089	3 025 081	1 646 948
Traitement des eaux usées	206	11 000	11 000	10 500
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	6 000	13 409	20 739
Matières recyclables	209	50 000	9 516	
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	66 198	(268)	14 102
	214	1 479 287	3 058 738	1 642 813

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	10 000	10 000	
	219	10 000	10 000	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	125 347	85 859	119 050
Rénovation urbaine	221	72 000	69 304	51 521
Promotion et développement économique	222	155 000	269 701	1 121 202
Autres	223			
	224	352 347	424 864	1 291 773
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	2 379 551	2 327 612	10 730 838
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	188 900	210 398	186 732
Autres	227	115 762	70 291	98 158
	228	2 684 213	2 608 301	11 015 728
Réseau d'électricité	229			
	230	16 044 351	18 147 920	24 895 998
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	19 606 025	21 992 802	230 445 474

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	4 691 716	3 805 404	3 805 404	3 919 363
Droits de mutation immobilière 233	30 100 000	33 935 281	33 935 281	30 647 424
Droits sur les carrières et sablières 234				
Autres 235				
	236	34 791 716	37 740 685	34 566 787
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	13 651 820	13 477 494	13 477 494	15 418 313
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238	550 000			43 643
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	11 762 400	17 956 262	18 030 107	18 065 537
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		920 005	962 199	(1 100 894)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242		4 148 337	4 148 337	1 194 163
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244		158 790	158 790	3 171 356
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246			7 646	
Autres contributions 247	89 000	406 883	406 883	570 344
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	1 641 227	368 592	3 785 770	9 490 595
	250	1 730 227	9 469 625	13 325 564
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	6 977 523	6 931 286	78 955	7 010 241	7 010 241	6 506 842
Greffé et application de la loi	2	15 059 291	19 407 840	77 893	19 485 733	19 443 522	14 178 708
Gestion financière et administrative	3	49 862 294	43 267 371	2 656 699	45 924 070	45 919 294	42 268 321
Évaluation	4	8 172 492	8 138 747	68 131	8 206 878	8 206 878	7 553 392
Gestion du personnel	5	11 942 509	11 053 451	342	11 053 793	11 053 793	10 195 811
Autres							
▪ Autres	6.1	29 036 346	30 236 405	2 065 107	32 301 512	32 301 512	29 112 608
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	(27 527 496)	(27 527 496)		(27 527 496)	(27 527 496)	(25 993 858)
	7	93 522 959	91 507 604	4 947 127	96 454 731	96 407 744	83 821 824
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	140 969 525	142 138 560	5 019 788	147 158 348	147 158 348	140 251 115
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	51 721 794	50 689 783	3 387 811	54 077 594	54 077 594	49 990 423
Sécurité civile	11	94 540	338 115	221 672	559 787	559 787	329 010
Autres	12	6 981 814	6 965 306		6 965 306	6 965 306	6 607 768
	13	199 767 673	200 131 764	8 629 271	208 761 035	208 761 035	197 178 316
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	25 740 279	25 325 508	27 811 091	53 136 599	53 136 599	53 234 528
Enlèvement de la neige	15	35 016 039	30 647 894	341 421	30 989 315	30 989 315	37 043 673
Éclairage des rues	16	1 714 087	2 048 377	1 409 563	3 457 940	3 457 940	3 596 125
Circulation et stationnement	17	6 314 991	7 040 609	1 382 691	8 423 300	8 423 300	6 726 399
Transport collectif							
Transport en commun	18	107 660 374	103 921 524	229 484	104 151 008	334 336 178	318 524 948
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	65 858	89 612	274 269	363 881	363 881	246 776
	22	176 511 628	169 073 524	31 448 519	200 522 043	430 707 213	419 372 449

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	14 753 232	14 747 545	4 409 305	19 156 850	19 156 850	17 992 328
Réseau de distribution de l'eau potable	24	15 850 007	17 752 578	6 625 657	24 378 235	24 378 235	21 150 438
Traitement des eaux usées	25	20 598 330	20 803 498	10 557 176	31 360 674	31 360 674	29 465 180
Réseaux d'égout	26	5 638 052	4 954 292	7 554 191	12 508 483	12 508 483	12 302 645
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	5 094 651	4 807 022		4 807 022	4 807 022	6 191 023
Élimination	28	10 447 675	9 250 150		9 250 150	9 250 150	9 091 479
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	5 076 501	4 828 256	22 502	4 850 758	4 850 758	4 574 150
Tri et conditionnement	30	5 066 494	2 969 495		2 969 495	2 969 495	4 512 070
Matières organiques							
Collecte et transport	31	5 810 187	6 234 084	146 516	6 380 600	6 380 600	6 009 084
Traitement	32	8 856 076	9 428 763		9 428 763	9 428 763	6 350 936
Matériaux secs	33	5 262 294	5 214 342	29 556	5 243 898	5 243 898	4 732 353
Autres	34	2 010 239	2 574 532		2 574 532	2 574 532	406 940
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		128 153		128 153	128 153	206 959
Protection de l'environnement	38	2 285 585	10 608	371 824	382 432	382 432	4 340 996
Autres	39	148 318	4 196	514 463	518 659	518 659	699 657
	40	106 897 641	103 707 514	30 231 190	133 938 704	133 938 704	128 026 238
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	2 767 070	17 334 995		17 334 995	17 334 995	14 126 774
Autres	42		400 000		400 000	400 000	
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	3 014 777	4 394 180		4 394 180	4 394 180	3 028 499
	45	5 781 847	22 129 175		22 129 175	22 129 175	17 155 273

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	22 176 059	23 482 558	230 154	23 712 712	23 626 046	22 168 508
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	536 000	1 935 497	26 169	1 961 666	1 961 666	2 074 026
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	4 986 874	5 170 313		5 170 313	9 488 841	9 012 052
Tourisme	50						
Autres	51	539 805	522 650	291 623	814 273	814 273	657 251
Autres	52	166 728	3 832 306		3 832 306	3 832 306	620 010
	53	28 405 466	34 943 324	547 946	35 491 270	39 723 132	34 531 847
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	3 712 997	3 817 384	1 362 978	5 180 362	5 180 362	2 756 120
Patinoires intérieures et extérieures	55	9 056 085	9 276 319	1 478 589	10 754 908	10 754 908	8 615 764
Piscines, plages et ports de plaisance	56	9 119 447	8 106 958	1 373 210	9 480 168	11 691 280	10 094 844
Parcs et terrains de jeux	57	24 893 541	26 886 918	9 055 561	35 942 479	35 942 479	35 308 727
Parcs régionaux	58	2 485 234	2 404 751	24 542	2 429 293	2 429 293	1 361 651
Expositions et foires	59	1 248 714	1 519 595	21 622	1 541 217	1 541 217	1 226 509
Autres	60	1 768 696	2 258 928	303 853	2 562 781	8 745 860	9 417 247
	61	52 284 714	54 270 853	13 620 355	67 891 208	76 285 399	68 780 862
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	3 050 891	2 622 820	856 584	3 479 404	3 479 404	4 044 698
Bibliothèques	63	12 692 884	12 483 892	508 633	12 992 525	12 992 525	12 678 717
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64			13 696	13 696	13 696	14 889
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	3 591 742	4 129 043	120 382	4 249 425	4 908 527	5 733 282
	67	19 335 517	19 235 755	1 499 295	20 735 050	21 394 152	22 471 586
	68	71 620 231	73 506 608	15 119 650	88 626 258	97 679 551	91 252 448

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	22 115 313	22 125 050		22 125 050	25 878 510	22 540 903
Autres frais	71	1 340 655	1 347 677		1 347 677	1 347 677	1 385 571
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	2 814 538	3 642 200		3 642 200	4 064 100	3 076 000
Autres	73	482 700	139 857		139 857	221 384	1 076 982
	74	26 753 206	27 254 784		27 254 784	31 511 671	28 079 456
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	87 838 020	90 923 703 (	90 923 703)			

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	2 492 000	2 637 762	2 144 278
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	431 766 927	432 671 484	404 820 098
Transferts	4	13 108 231	19 239 212	19 351 159
Services rendus	5	4 859 488	6 234 438	5 702 847
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	7 140 420	7 643 057	7 653 287
Revenus de placements de portefeuille	8	18 315		1 453
Autres revenus d'intérêts	9	366 400	756 104	905 610
Autres revenus	10	1 004 370	1 119 280	1 249 459
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	460 756 151	470 301 337	441 828 191
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	7 596 325	761 617	
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18		33 850	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	7 596 325	795 467	
	22	468 352 476	471 096 804	441 828 191
Charges				
Administration générale	23	44 780 078	44 848 215	41 331 359
Sécurité publique	24	192 400 022	192 844 907	182 407 229
Transport	25	107 660 374	103 914 042	98 423 353
Hygiène du milieu	26	67 963 820	66 186 359	59 974 672
Santé et bien-être	27	1 412 499	13 502 074	7 263 430
Aménagement, urbanisme et développement	28	6 300 712	6 400 496	5 168 728
Loisirs et culture	29		32 034	192 000
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	9 989 312	10 597 273	9 081 434
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	430 506 817	438 325 400	403 842 205
Excédent (déficit) lié aux activités	34	37 845 659	32 771 404	37 985 986

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	37 845 659	32 771 404	37 985 986
Moins : revenus d'investissement	2 (	7 596 325)(	795 467)(	)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	30 249 334	31 975 937	37 985 986
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		97 761	51 626
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			30 235
	8		97 761	81 861
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		1 433 423	1 918 035
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(199 315)	(434 681)
	15		1 234 108	1 483 354
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		5 483 473	568 615
Remboursement de la dette à long terme	17 (	24 386 455)(	24 242 559)(	23 871 816)
	18	(24 386 455)	(18 759 086)	(23 303 201)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	347 784)(	4 081 946)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		844 061	237 740
Excédent de fonctionnement affecté	21	(400 000)	47 221	47 612
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 540 000)	(8 130 145)	(7 195 201)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	77 121	(1 488 920)	3 927 752
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(5 862 879)	(9 075 567)	(7 064 043)
	26	(30 249 334)	(26 502 784)	(28 802 029)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 473 153	9 183 957

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	795 467	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 841 828)(	2 519 702)
Sécurité publique	3 (	11 134 989)(	29 181 686)
Transport	4 (	71 512)(	721 485)
Hygiène du milieu	5 (	24 525 629)(	23 328 605)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	353 401)(	27 176)
Loisirs et culture	8 (	)(	)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	37 927 359)(	55 778 654)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	1 100 000)(	1 055 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	29 617 340	25 716 703
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	347 784	4 081 946
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	6 169 890	6 983 761
	19	6 517 674	11 065 707
	20	(2 892 345)	(20 051 244)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 096 878)	(20 051 244)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	150 502 526	153 402 105	144 447 271
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	42 591 816	39 876 432	36 501 316
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	374 279	374 279	32 902
Autres biens et services	8	114 130 182	111 719 532	103 351 109
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	7 898 428	8 002 444	7 089 281
D'autres organismes municipaux	10			10 448
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	209	580	754
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 090 675	2 594 249	1 980 951
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	106 040 000	102 518 954	96 370 323
Transferts	15	4 680 722	4 681 335	4 445 724
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	2 108 180	14 008 900	8 743 567
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	89 800	956 463	673 590
Moins valeur immobilisations	21.2		755	30 235
Désactualisation	21.3		189 372	164 734
	22	430 506 817	438 325 400	403 842 205

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 660 630	11 458 616
Excédent de fonctionnement affecté	2	12 624 823	10 544 966
Réserves financières et fonds réservés	3	11 129 179	8 868 922
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	125 279 241)(	123 992 240)
Financement des investissements en cours	5	(31 884 594)	(29 787 716)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Contestations judiciaires	9.1	9 000	9 000
▪ Fonds d'amort remb. oblig. mun.	9.2	3 025 277	2 625 277
▪ Fonds réserve statutaire	9.3	2 060 180	2 060 180
▪ Fonds d'infras./immobilisations	9.4	6 991 961	5 312 104
▪ Contrôle de la dette	9.5	538 405	538 405
▪ Excédent de fin des projets non capitalisables en cours	9.6		
	10	12 624 823	10 544 966

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Fonds d'assurance	11.1	2 218 113	1 711 722
▪ Fonds eau potable	11.2	72 336	55 376
▪ Fonds eaux usées	11.3	50 535	38 523
	12	2 340 984	1 805 621
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	2 332 416	1 517 297
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	2 977	979
Montant non réservé	15		3 176
Fonds local d'investissement	16	6 332 733	5 527 691
Fonds local de solidarité	17	120 069	14 158
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪	19.1		
	20	8 788 195	7 063 301
	21	11 129 179	8 868 922

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	(1 174 000))	(1 174 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	18 817 000))	18 817 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)	)
Autres	26 (	17 967 269))	19 555 869))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	40 506 931))	39 685 531))
	28 (	76 117 200))	76 884 400))
Assainissement des sites contaminés	29 (	5 677))	95 873))
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	3 445 512))	4 081 946))
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)	)
Autres			
▪	32.1 (	)	)
	33 (	79 568 389))	81 062 219))
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	34 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	36 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)	)
Autres			
▪	38.1 (	)	)
	39 (	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	40 (	)	)
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	2 048 030))	1 813 058))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	8 659 745))	8 674 745))
Autres			
▪ Dép. fonct. à financer à LT	44.1 (	11 182 019))	6 070 817))
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	44.2 (	27 972 057))	30 553 255))
	45 (	49 861 851))	47 111 875))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46	1 078 109	959 856
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48	3 072 890	3 221 998
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	4 150 999	4 181 854
	52	(125 279 241)	(123 992 240)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	6 262 081	5 648 145
Investissements à financer	54	(38 146 675)	(35 435 861)
	55	(31 884 594)	(29 787 716)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1			
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11			
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 492 000	2 637 762	2 144 278
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 492 000	2 637 762	2 144 278
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 492 000	2 637 762	2 144 278
	27	2 492 000	2 637 762	2 144 278

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2024	Réalizations	
		2024	2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48	5 009 845	4 581 050	4 270 232
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51		75 000	75 000
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			(25 476)
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70		(4 152 971)	
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73		70 554	627 078
Autres	74			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75	10 834 444	6 000 230
Autres	76	400 000	
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	306 808	1 100 989
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79	175 944	15 593
Rénovation urbaine	80	574	749
Promotion et développement économique	81	100 000	200 000
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83		
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85	209	
Réseau d'électricité	86		
	87	5 416 862	13 285 584
			11 458 873

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89		742 097	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103		19 520	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	3 881 325		
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	3 615 000		
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114	100 000		
Autres	115			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalizations	
	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	7 596 325	761 617

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	4 990 000	3 001 562	4 972 464
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	2 701 369	2 952 066	2 919 822
Autres	138			
	139	7 691 369	5 953 628	7 892 286
TOTAL DES TRANSFERTS	140	20 704 556	20 000 829	19 351 159

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	64 124		
	144	64 124		
Sécurité publique				
Police	145	1 584 575	1 792 144	1 745 532
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148	65 000	81 652	51 846
Autres	149			
	150	1 649 575	1 873 796	1 797 378
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154	17 000	45 281	40 252
Autres	155			
	156	17 000	45 281	40 252
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	55 000	35 995	36 953
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		12 713	12 460
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163		5 077	5 970
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	55 000	53 785	55 383

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172	15 092	
	173	15 092	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	1 785 699	1 987 954
			1 893 013

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	4 000	703 275	(395)
Évaluation	186	5 000	6 162	2 307
Autres	187	279 617	175 995	186 518
	188	288 617	885 432	188 430
Sécurité publique				
Police	189	1 738 172	2 303 752	2 276 290
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	1 000 000	1 036 300	1 367 964
Sécurité civile	192			(12 025)
Autres	193			
	194	2 738 172	3 340 052	3 632 229
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			(21 325)
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206	11 000	11 000	10 500
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	6 000		
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	17 000	11 000	(10 825)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218		10 000	
	219		10 000	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	30 000		
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	30 000		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228			
Réseau d'électricité	229			
	230	3 073 789	4 246 484	3 809 834
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	4 859 488	6 234 438	5 702 847

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalisations	
			2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236			
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	7 140 420	7 643 057	7 653 287
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	18 315		1 453
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	366 400	756 104	905 610
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		33 850	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	1 004 370	1 119 280	1 249 459
	250	1 004 370	1 153 130	1 249 459
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	387 501	402 747	388 027
Greffé et application de la loi	2	5 755 915	6 244 022	4 964 205
Gestion financière et administrative	3	876 040	619	88 680
Évaluation	4	8 238 482	8 298 040	7 585 397
Gestion du personnel	5	64 124		
Autres				
▪ Autres	6.1	1 930 520	2 375 291	2 311 192
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	27 527 496	27 527 496	25 993 858
	7	44 780 078	44 848 215	41 331 359
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	140 678 228	141 842 951	135 332 389
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	51 721 794	50 690 084	47 074 840
Sécurité civile	11		311 872	
Autres	12			
	13	192 400 022	192 844 907	182 407 229
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14		1 308	5 627
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	107 660 374	103 912 734	98 417 726
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	107 660 374	103 914 042	98 423 353

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	14 758 872	14 752 641	13 217 261
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 316 821	2 501 840	2 001 033
Traitement des eaux usées	25	20 598 329	20 802 213	19 302 040
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	10 765 034	9 567 509	9 346 709
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	5 066 494	2 969 495	4 374 149
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	8 856 076	9 428 762	6 350 936
Matériaux secs	33	5 262 294	5 109 679	4 692 322
Autres	34	339 900	889 677	406 940
Plan de gestion				
Autres	36			
Cours d'eau	37		128 153	206 959
Protection de l'environnement	38		36 390	76 323
Autres	39			
	40	67 963 820	66 186 359	59 974 672
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41		10 865 401	6 000 225
Autres	42		400 000	
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	1 412 499	2 236 673	1 263 205
	45	1 412 499	13 502 074	7 263 430
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 927 643	2 093 395	987 293
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	4 373 069	4 307 101	4 181 435
Tourisme	50			
Autres	51			
Autres	52			
	53	6 300 712	6 400 496	5 168 728

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54			
Patinoires intérieures et extérieures	55			
Piscines, plages et ports de plaisance	56			
Parcs et terrains de jeux	57		(17 966)	
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59			
Autres	60			
	61		(17 966)	
Activités culturelles				
Centres communautaires	62			
Bibliothèques	63			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66		50 000	192 000
	67		50 000	192 000
	68		32 034	192 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	7 439 056	7 576 075	6 654 845
Autres frais	71	459 581	426 949	445 638
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72	1 788 475	2 512 500	1 754 800
Autres	73	302 200	81 749	226 151
	74	9 989 312	10 597 273	9 081 434
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	75			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	426 906 548	425 658 449	392 612 800
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 323 139	19 457 359	18 077 893
Quotes-parts	3			
Transferts	4	24 099 456	30 204 041	23 540 556
Services rendus	5	17 066 046	18 159 526	14 977 658
Imposition de droits	6	34 791 716	37 740 685	34 566 787
Amendes et pénalités	7	6 511 400	5 834 437	7 765 026
Revenus de placements de portefeuille	8	531 685		42 190
Autres revenus d'intérêts	9	11 396 000	17 200 157	17 088 852
Autres revenus	10	725 857	4 940 144	2 212 526
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	541 351 847	559 194 798	510 884 288
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	27 796 370	25 984 404	46 006 762
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		158 790	3 171 356
Autres	18		(1 169 463)	3 082 375
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	27 796 370	24 973 731	52 260 493
	22	569 148 217	584 168 529	563 144 781
Charges				
Administration générale	23	72 434 835	70 351 337	59 828 623
Sécurité publique	24	98 382 815	98 383 674	93 252 512
Transport	25	123 432 936	119 742 578	122 444 094
Hygiène du milieu	26	77 134 680	76 379 464	70 982 998
Santé et bien-être	27	4 376 499	8 634 251	9 898 804
Aménagement, urbanisme et développement	28	24 793 181	31 231 255	26 324 228
Loisirs et culture	29	71 946 215	73 800 558	69 790 845
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	16 763 895	16 657 511	15 137 123
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	489 265 056	495 180 628	467 659 227
Excédent (déficit) lié aux activités	34	79 883 161	88 987 901	95 485 554

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	79 883 161	88 987 901	95 485 554
Moins : revenus d'investissement	2 (	27 796 370)(	24 973 731)(	52 260 493)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	52 086 791	64 014 170	43 225 061
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		1 435 202	118 060
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		279 429	2 798 078
	8		1 714 631	2 916 138
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		3 703 341	8 960
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		3 703 341	8 960
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			262 508
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			262 508
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		6 056 843	3 548 502
Remboursement de la dette à long terme	17 (	43 033 452)(	42 904 837)(	40 896 892)
	18	(43 033 452)	(36 847 994)	(37 348 390)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	12 388 114)(	14 378 169)(	21 778 178)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	5 117 991	2 200 488	684 946
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 065 767	6 846 797	12 170 308
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 772 169)	(3 896 452)	(3 520 250)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	923 186	(3 182 333)	9 118 519
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(9 053 339)	(12 409 669)	(3 324 655)
	26	(52 086 791)	(43 839 691)	(37 485 439)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		20 174 479	5 739 622

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	24 973 731	52 260 493
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	3 496 235)(	4 411 429)
Sécurité publique	3 (	244 065)(	)
Transport	4 (	38 416 729)(	44 677 288)
Hygiène du milieu	5 (	13 837 370)(	16 603 334)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	7 594 023)(	3 040 855)
Loisirs et culture	8 (	32 162 342)(	37 391 404)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	95 750 764)(	106 124 310)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	49 623)(	18 871 928)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	25 201 622	29 310 586
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	14 378 169	21 778 178
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	156 056	
Excédent de fonctionnement affecté	17		21 463 737
Réserves financières et fonds réservés	18	3 259 753	5 832 036
	19	17 793 978	49 073 951
	20	(52 804 787)	(46 611 701)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(27 831 056)	5 648 792

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	128 897 466	130 606 191	119 173 136
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	36 344 990	37 566 326	33 924 427
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	85 954 299	74 949 990	85 468 563
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	14 139 768	13 053 583	12 252 987
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 417 564	2 416 120	1 674 435
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	1 206 563	1 187 808	1 209 701
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	213 220 381	214 115 538	197 195 125
Transferts	15		160 057	624 320
Autres	16			
Autres				
Transferts	17		11 416 148	12 320 315
Autres	18	4 516 025		
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	3 568 000	9 051 149	685 728
▪ Moins value immobilisations	21.2		278 674	2 798 078
▪ Désactualisation	21.3		379 044	332 412
	22	489 265 056	495 180 628	467 659 227

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	47 289 451	44 471 461
Excédent de fonctionnement affecté	2	97 314 697	90 061 552
Réserves financières et fonds réservés	3	23 440 537	21 903 836
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	78 851 821)(	78 034 269)
Financement des investissements en cours	5	(9 321 162)	18 509 894
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Budget participatif	9.1	300 000	300 000
▪ Contrôle de la dette	9.2	940 904	940 904
▪ Fonds d'amort. remb. oblig. mun.	9.3	3 949 178	3 949 178
▪ Fins communautaires	9.4	207 500	207 500
▪ Fonds transition écologique	9.5	1 300 000	1 300 000
▪ Fonds d'infras/grands projets	9.6	62 243 185	60 443 185
▪ Fonds réserve statutaire	9.7	7 861 009	7 861 009
▪ Fonds développement immobilier	9.8	2 354 895	2 515 280
▪ Autres	9.9	18 158 026	12 544 496
	10	97 314 697	90 061 552

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Fonds d'assurance	11.1	2 099 793	2 123 329
	12	2 099 793	2 123 329
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	16 674 223	15 652 432
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	1 325 482	39 160
Montant non réservé	15	10	1 312 583
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	1 265 325	823 322
Autres			
▪ Fonds parcs et terrains de jeux	19.1	781 501	743 867
▪ Fonds remembrement agricole	19.2	1 294 203	1 209 143
	20	21 340 744	19 780 507
	21	23 440 537	21 903 836

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	(616 000))	(616 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	14 046 000))	14 046 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)	)
Autres	26 (	2 921 031)	3 214 431)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	23 006 669)	22 749 569)
	28 (	39 357 700)	39 394 000)
Assainissement des sites contaminés	29 (	3 238 000)	5 287 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	7 327 984)	8 236 867)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)	)
Autres			
▪	32.1 (	)	)
	33 (	49 923 684)	52 917 867)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	34 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	36 (	)	)
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)	)
Autres			
▪	38.1 (	)	)
	39 (	)	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	40 (	)	)
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)	)
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	3 720 727)	3 434 216)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	)	)
Autres			
▪ Dép. fonct. à financer à LT	44.1 (	7 890 377)	3 997 596)
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	44.2 (	19 052 909)	19 355 479)
	45 (	30 664 013)	26 787 291)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46	1 735 876	1 670 889
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	1 735 876	1 670 889
	52	(78 851 821)	(78 034 269)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	33 579 570	44 850 574
Investissements à financer	54	(42 900 732)	(26 340 680)
	55	(9 321 162)	18 509 894

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	410 098 211	408 571 232	380 623 910
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 350 125	1 212 724	1 776 233
Activités de fonctionnement	8	85 619	218 745	96 065
Activités d'investissement	9			
Autres	10	2 342 449	2 437 678	717 996
	11	413 876 404	412 440 379	383 214 204
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 600 250	1 576 014	1 591 235
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Transport en commun	16.1	2 490 465	2 505 054	
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	7 590 469	7 659 734	7 807 361
Pouvoir général de taxation	19	1 348 960	1 317 211	
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	13 030 144	13 058 013	9 398 596
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24		160 057	
	25		160 057	
	26	13 030 144	13 218 070	9 398 596
	27	426 906 548	425 658 449	392 612 800

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2024	2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	43 454	43 518	41 297
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	1 755 084	1 770 616	1 672 812
Compensations pour les terres publiques	30	5 650	5 650	5 650
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	4 494 705	4 501 284	4 224 846
Cégeps et universités	32	2 386 930	2 390 424	2 205 074
Écoles primaires et secondaires	33	5 167 065	5 174 627	4 647 327
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	13 852 888	13 886 119	12 797 006
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 962 593	5 061 057	4 772 361
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	450	2 975	800
Taxes d'affaires	38			
	39	4 963 043	5 064 032	4 773 161
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	507 208	507 208	507 726
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	507 208	507 208	507 726
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	19 323 139	19 457 359	18 077 893

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		517 919	355 581
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	696 320	1 154 478	798 530
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		66 411	50 141
Réseau de distribution de l'eau potable	64	519 745	578 873	415 040
Traitement des eaux usées	65		73 131	40 795
Réseaux d'égout	66	72 382	361 557	213 257
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	4 830 000	3 625 106	4 037 296
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	5 476	530 758	605 189
Autres	74			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75	3 348 675	5 634 514
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	74 000	176 085
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		382 482
Rénovation urbaine	80	5 651	1 238 858
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	131 554	233 471
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	852 085	999 134
Autres	85		139 961
Réseau d'électricité	86		
	87	7 187 213	13 426 899
			15 507 768

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			5 000
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	17 645 136	13 580 622	23 337 223
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96		140 568	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103		600 287	399 544
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	6 365 368	4 787 090	4 428 461
Traitement des eaux usées	106			30 459
Réseaux d'égout	107	3 785 866	2 847 169	8 077 239
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109		541 302	
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114		2 293 684	1 067 201
Autres	115			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalisations	
		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		98 367
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	748 223	8 563 268
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126	445 459	
Réseau d'électricité	127		
	128	27 796 370	25 984 404
			46 006 762

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	3 950 000	3 814 916	4 090 246
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	12 962 243	12 962 226	3 942 542
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	16 912 243	16 777 142	8 032 788
TOTAL DES TRANSFERTS	140	51 895 826	56 188 445	69 547 318

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations		
		2024	2024	2023	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143	2 073 600	2 085 682	1 925 328	
	144	2 073 600	2 085 682	1 925 328	
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147				
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154	43 000	42 771	47 053	
Autres	155				
	156	43 000	42 771	47 053	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158	1 661 525	1 802 093	1 420 282	
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161	317 359	324 420	262 744	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162		3 124	3 696	
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	1 978 884	2 129 637	1 686 722	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget	Réalizations	
	2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		54 241
	173		54 241
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	4 095 484	3 713 344
		4 258 090	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	37 150	227 150	146 349
Évaluation	186			
Autres	187	2 224 409	2 663 948	2 297 594
	188	2 261 559	2 891 098	2 443 943
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	2 304 990	2 181 702	1 394 994
Enlèvement de la neige	196	65 000	109 963	105 790
Autres	197	3 870 166	3 298 464	3 505 988
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	6 240 156	5 590 129	5 006 772
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	1 346 089	2 364 387	1 646 948
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208		13 409	20 739
Matières recyclables	209	50 000	9 516	
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	66 198	(268)	14 102
	214	1 462 287	2 387 044	1 681 789

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	95 347	85 859	119 050
Rénovation urbaine	221	72 000	69 304	51 521
Promotion et développement économique	222	155 000	269 701	185 881
Autres	223			
	224	322 347	424 864	356 452
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	2 379 551	2 327 612	1 490 468
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	188 900	210 398	186 732
Autres	227	115 762	70 291	98 158
	228	2 684 213	2 608 301	1 775 358
Réseau d'électricité	229			
	230	12 970 562	13 901 436	11 264 314
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	17 066 046	18 159 526	14 977 658

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	4 691 716	3 805 403	3 919 363
Droits de mutation immobilière	233	30 100 000	33 935 281	30 647 424
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	34 791 716	37 740 684	34 566 787
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	6 511 400	5 834 437	7 765 026
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	531 685		42 190
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	11 396 000	17 200 157	17 088 852
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		4 148 337	1 194 163
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		158 790	3 171 356
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	89 000	373 033	570 344
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	636 857	(750 689)	3 530 394
	250	725 857	3 929 471	8 466 257
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	6 590 023	6 528 539	6 032 428
Greffé et application de la loi	2	12 239 118	16 099 561	11 924 961
Gestion financière et administrative	3	48 986 254	43 266 752	40 201 958
Évaluation	4	3 943 371	3 943 371	3 812 668
Gestion du personnel	5	11 878 385	11 053 451	10 194 019
Autres				
▪ Autres	6.1	16 325 180	16 987 159	13 656 447
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	(27 527 496)	(27 527 496)	(25 993 858)
	7	72 434 835	70 351 337	59 828 623
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	64 408 940	64 413 253	62 248 582
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	26 897 521	26 897 220	24 291 833
Sécurité civile	11	94 540	107 895	104 329
Autres	12	6 981 814	6 965 306	6 607 768
	13	98 382 815	98 383 674	93 252 512
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	28 602 149	28 186 071	29 941 477
Enlèvement de la neige	15	35 016 039	30 647 894	36 719 475
Éclairage des rues	16	1 714 087	2 048 377	2 322 406
Circulation et stationnement	17	6 314 991	7 040 609	5 442 081
Transport collectif				
Transport en commun	18	51 719 812	51 730 015	48 018 655
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	65 858	89 612	
	22	123 432 936	119 742 578	122 444 094

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	10 867 506	11 181 031	10 061 362
Réseau de distribution de l'eau potable	24	14 577 201	16 294 755	13 803 409
Traitement des eaux usées	25	12 288 482	12 634 232	9 637 469
Réseaux d'égout	26	6 269 176	5 585 416	5 450 047
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	5 094 651	4 807 022	6 191 023
Élimination	28	5 646 681	5 646 681	5 435 768
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	5 076 501	4 828 256	4 551 648
Tri et conditionnement	30	32 258	32 258	249 928
Matières organiques				
Collecte et transport	31	5 810 187	6 234 084	5 866 113
Traitement	32	4 222 168	4 222 168	2 668 541
Matériaux secs	33	2 726 745	2 831 409	2 603 716
Autres	34	1 833 337	1 847 853	155 808
Plan de gestion				
Autres	36			
Cours d'eau	37	41 060	41 060	
Protection de l'environnement	38	2 285 585	(25 781)	4 001 671
Autres	39	363 142	219 020	306 495
	40	77 134 680	76 379 464	70 982 998
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	2 774 220	6 476 744	8 133 510
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	1 602 279	2 157 507	1 765 294
	45	4 376 499	8 634 251	9 898 804
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	21 484 066	22 624 813	21 841 240
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48	560 619	1 960 116	2 071 862
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	1 583 302	1 832 709	1 097 408
Tourisme	50			
Autres	51	539 805	522 650	364 123
Autres	52	625 389	4 290 967	949 595
	53	24 793 181	31 231 255	26 324 228

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	3 712 997	3 817 384	1 460 322
Patinoires intérieures et extérieures	55	9 056 085	9 276 319	7 294 898
Piscines, plages et ports de plaisance	56	9 445 431	8 432 942	7 266 569
Parcs et terrains de jeux	57	24 893 541	26 904 884	26 676 808
Parcs régionaux	58	2 485 234	2 404 751	1 337 109
Expositions et foires	59	1 248 714	1 519 595	1 226 509
Autres	60	1 768 696	2 258 928	3 725 140
	61	52 610 698	54 614 803	48 987 355
Activités culturelles				
Centres communautaires	62	3 050 891	2 622 820	3 180 385
Bibliothèques	63	12 692 884	12 483 892	12 156 863
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66	3 591 742	4 079 043	5 466 242
	67	19 335 517	19 185 755	20 803 490
	68	71 946 215	73 800 558	69 790 845
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	14 676 258	14 548 975	12 987 489
Autres frais	71	881 074	920 728	939 933
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72	1 026 063	1 129 700	1 048 300
Autres	73	180 500	58 108	161 401
	74	16 763 895	16 657 511	15 137 123
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	75			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	21
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	22
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	23
Questionnaire	24
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	26
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	27
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	28

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	11 232 641	11 232 641	6 251 690
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 650 170	11 650 170	12 034 754
Usines et bassins d'épuration	3	11 131 015	11 131 015	8 867 969
Conduites d'égout	4	6 543 561	6 543 561	10 341 844
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	27 948 885	27 948 885	30 785 358
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 129 385	3 129 385	4 619 082
Aires de stationnement	9	162 116	162 116	4 067 976
Parcs et terrains de jeux	10	25 797 783	25 839 822	14 337 783
Autres infrastructures	11	1 778 381	1 778 381	3 437 585
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
�difices administratifs	13	6 223 015	49 036 185	19 254 481
�difices communautaires et récréatifs	14	3 933 423	3 933 423	17 744 495
Améliorations locatives	15	4 110	326 615	102 093
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		24 058 725	5 538 049
Autres	17	9 952 492	10 350 933	15 495 641
Ameublement et équipement de bureau	18	4 197 944	11 251 682	9 543 970
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 137 123	9 492 649	4 073 821
Terrains	20	1 856 079	1 856 079	7 061 301
Autres	21		(19 413 600)	25 757 316
	22	133 678 123	190 308 667	199 315 208

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	11 051 654	11 051 654	4 569 827
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 650 170	11 650 170	12 034 754
Usines et bassins d'épuration	3	11 131 015	11 131 015	8 867 969
Conduites d'égout	4	5 924 038	5 924 038	6 625 892
Autres infrastructures	5	38 538 683	38 538 683	47 983 450
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	180 987	180 987	1 681 863
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	619 523	619 523	3 715 952
Autres infrastructures	10	20 277 867	20 319 906	9 264 334
Autres immobilisations corporelles	11	34 304 186	90 892 691	104 571 167
	12	133 678 123	190 308 667	199 315 208

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 051 973	401 791		8 453 764
Réserves financières et fonds réservés	3	40 139	1 315 760	27 441	1 328 458
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	113 589 628	16 824 159	19 523 025	110 890 762
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	574 147 078	127 535 160	126 159 408	575 522 830
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	695 828 818	146 076 870	145 709 874	696 195 814
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	93 801 072	20 357 130	19 176 951	94 981 251
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	93 801 072	20 357 130	19 176 951	94 981 251
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	93 801 072	20 357 130	19 176 951	94 981 251
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	8 674 745			8 674 745
Autres	17	260 306			260 306
	18	102 736 123	20 357 130	19 176 951	103 916 302
	19	798 564 941	166 434 000	164 886 825	800 112 116
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	798 564 941	166 434 000	164 886 825	800 112 116

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	464 001 370	242 228 155	706 229 525
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	42 900 732	38 146 675	81 047 407
Activités de fonctionnement à financer	3	7 890 377	11 182 020	19 072 397
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	6 215 564	3 566 660	9 782 224
Débiteurs	8	61 860 695	89 756	61 950 451
Autres montants	9		8 674 745	8 674 745
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	10 226 377	109 211	10 335 588
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	436 489 843	279 116 478	715 606 321
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
	13		90 603 115	90 603 115
Endettement net à long terme	14	436 489 843	369 719 593	806 209 436
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15			
Communauté métropolitaine	16	4 178 602		4 178 602
Autres organismes	17	34 269 000		34 269 000
Endettement total net à long terme	18	474 937 445	369 719 593	844 657 038
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	181 660 952		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	3 212 309		
	21	178 448 643		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	653 386 088		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	106 040 000	102 518 954	102 518 954	96 370 323
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16	2 412 364	2 525 722	2 525 722	2 267 431
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	880 716	922 100	922 100	794 056
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	181 973	190 524	190 524	216 659
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	1 553 616	1 626 621	1 626 621	1 568 091
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	111 068 669	107 783 921	107 783 921	101 216 560

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	7 083 409	5 447 838
Charges sociales	2	1 799 021	1 350 503
Biens et services	3	124 795 693	155 104 624
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	133 678 123	161 902 965

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	410,00	35,00	777 732,00	55 145 558	17 939 708	73 085 266
Professionnels	2						
Cols blancs	3	1 078,00	34,00	2 033 642,00	86 217 135	20 701 957	106 919 092
Cols bleus	4	429,00	36,00	917 410,00	40 093 738	11 192 552	51 286 290
Policiers	5	624,00	40,00	1 500 115,00	78 829 769	20 812 022	99 641 791
Pompiers	6	259,00	42,00	690 378,00	28 431 425	7 653 175	36 084 600
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	2 800,00		5 919 277,00	288 717 625	78 299 414	367 017 039
Élus	9	22,00			2 374 080	942 365	3 316 445
	10	2 822,00			291 091 705	79 241 779	370 333 484

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	66 411				66 411
Réseau de distribution de l'eau potable	3	578 873	1 462 769	3 324 321		5 365 963
Traitement des eaux usées	4	73 131				73 131
Réseaux d'égout	5	361 557	869 996	1 977 173		3 208 726
Autres	6	48 924 067	9 770 370	8 639 069	141 538	67 475 044
	7	50 004 039	12 103 135	13 940 563	141 538	76 189 275

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	216 886	345 854
Évaluation	2	90 399	59 713
Autres	3	1 670 677	1 489 774
	4	1 977 962	1 895 341
Sécurité publique			
Police	5	2 458 954	1 828 558
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	2 522 389	1 631 626
Sécurité civile	8	4 055	
Autres	9	35 519	32 404
	10	5 020 917	3 492 588
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	5 023 279	4 976 873
Enlèvement de la neige	12	130 638	107 052
Autres	13	1 578 431	801 881
Transport collectif	14	25 689	16 638
Autres	15	186 493	271 202
	16	6 944 530	6 173 646
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 266 451	1 094 198
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 479 681	2 322 939
Traitement des eaux usées	19	917 265	738 658
Réseaux d'égout	20	2 361 558	2 294 415
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	724 767	737 906
Matières recyclables	22		(56)
Autres	23		
Cours d'eau	24	12 779	886
Protection de l'environnement	25	13 654	8 785
Autres	26	167 084	630 322
	27	7 943 239	7 828 053
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	950	1 401
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	21 702	15 672
	32	22 652	17 073
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	152 005	176 084
Rénovation urbaine	34	164 254	165 792
Promotion et développement économique	35	853	10 616
Autres	36	656 484	649 406
	37	973 596	1 001 898
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	3 974 722	3 513 660
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	310 608	217 058
Autres	40	86 558	79 241
	41	4 371 888	3 809 959
Réseau d'électricité			
	42		
	43	27 254 784	24 218 558

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Fournier, Catherine	1.1	Maire	118 817	19 422	72 186	
Azouz, Marc-Antoine	1.2	Conseiller	67 961	19 422	16 325	
Balma, Rolande	1.3	Conseiller	61 704	19 422	14 975	
Bélaïcha, Lysa	1.4	Conseiller	93 052	19 422		
Bombo-Allara, Reine	1.5	Conseiller	100 572	19 422		
Cueto, Alvaro	1.6	Conseiller	143 275	19 422		
Delisle, Nathalie	1.7	Conseiller	125 796	19 422	23 975	
Ferraro, Marc Antoine Karl	1.8	Conseiller	55 404	19 422		
Héon, Geneviève	1.9	Conseiller	56 634	19 422	38 900	
Joly, Sylvain	1.10	Conseiller	171 302	19 422	16 225	
Larocque, Sylvain	1.11	Conseiller	56 634	19 422		
Lemire, Jacques	1.12	Conseiller	123 967	19 422		
Lévesque, Carl	1.13	Conseiller	94 710	19 422		
Lwalika, Affine	1.14	Conseiller	128 057	19 422	18 650	
Mercier, Marjolaine	1.15	Conseiller	130 597	19 422	8 500	
Normandin, Éric	1.16	Conseiller	27 702	13 852		
Rasmussen, Susan	1.17	Conseiller	31 752	15 877		
Tabarah, Jonathan	1.18	Conseiller	180 775	19 422		

Note

Comprend la rémunération totale versée pour leurs présences aux différentes instances de la Ville de Longueuil, autres organismes, comités et commissions.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 32 970 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 185 766 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 6 638 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 (84 959) \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 457 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 3 688 648 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 601 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 461 689 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 70 078 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 4 120 695 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 13 140 705 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 13 140 705 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 2 674 973 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 7 153 160 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ 1 317 211 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- Les premiers 3 000 m² : 1 274 630 m² : 0,33 \$ / m²
- m² supplémentaire; 1 789 914 m² ; 0,57 \$ / m²
- Règlement CO-2023-1251

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ 3 736 337 \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68  \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 5 557 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 19 288 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 19 288 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 19 288 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 CO-240917-4.2

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-09-17

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 CO-191112-2.1

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-12

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 14

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 6

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 6

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 3

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 11 936

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 2 446

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 22

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☒
☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non consolidés
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 546 870	528 394
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 650 170	12 034 754
Usines et bassins d'épuration	3	11 131 015	8 867 969
Conduites d'égout	4	1 813	259 372
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		127 589
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	15 884	2 169 738
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	12 254	17 470
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 361 651	13 683 449
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15	4 110	13 101
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	7 294 932	13 431 671
Ameublement et équipement de bureau	18	3 232 643	3 391 393
Machinerie, outillage et équipement divers	19	468 029	1 223 520
Terrains	20	207 988	30 234
Autres	21		
	22	37 927 359	55 778 654

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 450 793	476 643
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 650 170	12 034 754
Usines et bassins d'épuration	3	11 131 015	8 867 969
Conduites d'égout	4	1 813	259 372
Autres infrastructures	5	15 884	2 297 327
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	96 077	51 751
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	12 254	17 470
Autres immobilisations corporelles	11	13 569 353	31 773 368
	12	37 927 359	55 778 654

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
58033	Ville de Boucherville	1.1	53 800 496
58007	Ville de Brossard	1.2	95 131 102
58227	Ville de Longueuil	1.3	192 469 474
58037	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	1.4	34 086 358
58012	Ville de Saint-Lambert	1.5	25 051 720
			2
			400 539 150
Certaines municipalités			
58033	Ville de Boucherville	3.1	3 869 655
58007	Ville de Brossard	3.2	9 222 206
58227	Ville de Longueuil	3.3	16 381 096
58037	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	3.4	961 539
58012	Ville de Saint-Lambert	3.5	1 697 838
			4
			32 132 334
			5
			432 671 484

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

OUI NON

- | | | |
|--|----|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 12 930 000 \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 3 | _____ \$ |
| b) autres formes d'aide | 4 | _____ \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 6 | _____ \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 8 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 9 | _____ \$ |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM : | | |
| a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 10 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 11 | _____ \$ |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement : | | |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	9 685 771	5 723 296
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	6 541 748	10 082 471
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	27 948 885	30 657 769
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 129 385	4 619 082
Aires de stationnement	9	146 232	1 898 238
Parcs et terrains de jeux	10	25 797 783	14 321 212
Autres infrastructures	11	1 766 127	3 420 116
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	3 861 364	5 164 615
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 933 423	17 744 495
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	2 657 560	2 027 039
Ameublement et équipement de bureau	18	965 301	1 706 586
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 669 094	1 728 325
Terrains	20	1 648 091	7 031 066
Autres	21		
	22	95 750 764	106 124 310

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	9 600 861	4 093 184
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	5 922 225	6 366 519
Autres infrastructures	5	38 522 799	45 686 123
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	84 910	1 630 112
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	619 523	3 715 952
Autres infrastructures	10	20 265 613	9 230 294
Autres immobilisations corporelles	11	20 734 833	35 402 126
	12	95 750 764	106 124 310

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	2 935 742	2 935 742	2 817 609
Évaluation	2	3 943 371	3 943 371	3 812 668
Autres	3	14 816 331	14 816 331	13 020 509
Sécurité publique				
Police	4	64 117 644	64 117 644	61 949 531
Sécurité incendie	5	26 897 521	26 897 521	24 291 833
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	2 861 870	2 861 870	3 612 164
Transport collectif	9	51 719 812	51 721 225	48 026 278
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	24 831 128	25 488 573	21 286 516
Matières résiduelles	12	12 790 849	12 790 849	11 073 730
Cours d'eau	13	41 060	41 060	
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	214 824	214 824	121 609
Santé et bien-être				
Habitation	16	2 419 514	2 532 871	2 274 392
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 116 365	2 157 751	1 569 073
Rénovation urbaine	19	24 619	24 619	24 005
Promotion et développement économique	20	1 151 470	1 160 021	1 030 751
Autres	21	458 661	458 661	329 585
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 879 600	1 952 605	1 887 828
Activités culturelles	23			67 044
Réseau d'électricité				
	24			
	25	213 220 381	214 115 538	197 195 125

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

À Madame la Mairesse,
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Longueuil et
aux membres du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes pour les compétences de nature locale et les compétences de l'agglomération de la Ville de Longueuil (ci-après la « Ville »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a été établi par la direction de la Ville, dans tous les aspects significatifs, conformément au règlement CA-2014-218 adopté par le conseil d'agglomération le 11 décembre 2014 et ses modifications subséquentes (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville dans ses compétences d'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 1 afférente au tableau qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville dans ses compétences d'agglomération de répondre aux exigences de l'Article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
FCPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A115222
Brossard, Québec, le 20 mai 2025

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024					2023	
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total	
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	27 576 448	27 576 448				27 576 448	26 036 325
Sécurité publique	2	3 319 009	3 319 009				3 319 009	3 221 204
Transport	3							
Hygiène du milieu	4							
Santé et bien-être	5							
Aménagement, urbanisme et développement	6	2 701 689	2 701 689				2 701 689	1 899 545
Loisirs et culture	7							
Frais de financement	8							
	9	33 597 146	33 597 146				33 597 146	31 157 074

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Dépenses mixtes

La loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par *le Décret concernant l'agglomération de Longueuil* (Décret 1214-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération.

Les dépenses réalisées par l'Administration municipale dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une compétence locale constituent des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération. Ce règlement établit les critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

Ventilation des dépenses mixtes

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis par *le Règlement CA-2014-218 sur le partage des dépenses mixtes* adopté par le conseil d'agglomération le 11 décembre 2014 et les règlements l'ayant modifié par la suite.

La partie des dépenses relatives aux services mixtes administratifs rendus dans l'intérêt de l'agglomération et prévus au budget de fonctionnement équivaut à un montant établi en multipliant le pourcentage déterminé (selon l'article 3 du CA-2014-218) par le total des dépenses prévues au budget d'agglomération à l'exclusion de certaines charges indiquées à ce règlement. Le montant calculé en vertu de ce règlement est présenté au budget annuel soumis pour adoption.

De plus, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de sécurité publique (bâtiments et services des équipements) et de l'aménagement, urbanisme et développement qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction des données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou matérielles et financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau des dépenses mixtes par compétence sont préparées en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public, selon les mêmes méthodes comptables que celles énoncées à la note 2 du rapport financier de la Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☒☐

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☒☐

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☒☐

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☒☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10

☐☐

8. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11

☒☐

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-20 09:20

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	758 085 675	791 596 777	819 164 410	238 739 098	1 049 783 979
Investissement	2	52 260 493	35 392 695	25 769 199	25 759 851	51 529 050
	3	810 346 168	826 989 472	844 933 609	264 498 949	1 101 313 029
Charges	4	763 598 426	797 098 671	813 178 000	255 753 233	1 060 858 225
Excédent (déficit) lié aux activités	5	46 747 742	29 890 801	31 755 609	8 745 716	40 454 804
Moins : revenus d'investissement	6 (	52 260 493)(	35 392 695)(	25 769 199)(	25 759 851)(	51 529 050)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(5 512 751)	(5 501 894)	5 986 410	(17 014 135)	(11 074 246)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	86 599 134	87 838 020	90 923 703	26 504 961	117 394 885
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	4 117 117		11 540 316		11 540 316
Remboursement de la dette à long terme	10 (	64 768 708)(	67 419 908)(	67 147 396)(	6 245 899)(	73 393 295)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	25 860 124)(	12 388 114)(	14 725 953)(	1 566 471)(	16 292 424)
Excédent (déficit) accumulé	12	15 471 426	(2 528 104)	(6 759 285)	(1 722 680)	(8 481 965)
Autres éléments de conciliation	13	4 877 483		5 829 836	71 500	5 901 336
	14	20 436 328	5 501 894	19 661 221	17 041 411	36 668 853
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	14 923 577		25 647 631	27 276	25 594 607

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	203 812 034	222 272 652	232 401 322
Débiteurs	2	198 981 586	178 607 347	272 135 098
Prêts	3	3 221 998	3 087 890	3 087 890
Placements de portefeuille	4			59 507
Autres	5			
	6	406 015 618	403 967 889	507 683 817
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			41 796 661
Créditeurs et charges à payer	9	166 499 587	164 448 945	210 769 183
Revenus reportés	10	62 312 626	69 197 869	81 340 979
Dette à long terme	11	700 095 859	701 504 929	794 872 143
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	81 560 100	81 026 800	81 559 000
Autres	13	18 384 326	17 386 887	18 194 868
	14	1 028 852 498	1 033 565 430	1 228 532 834
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(622 836 880)	(629 597 541)	(720 849 017)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	1 471 629 147	1 513 491 180	1 860 598 785
Autres	17	117 519 227	114 173 464	125 737 800
	18	1 589 148 374	1 627 664 644	1 986 336 585
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	54 726 948	59 746 953	57 606 365
Excédent de fonctionnement affecté	20	101 809 646	111 142 649	116 788 440
Réserves financières et fonds réservés	21	30 772 761	34 569 715	42 297 507
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	202 026 509)(	204 131 063)(	204 131 063)(
Financement des investissements en cours	23	(11 277 823)	(41 205 756)	(70 951 123)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	992 306 471	1 037 944 605	1 324 200 423
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			(322 981)
	26	966 311 494	998 067 103	1 265 487 568

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	1.1	1 479 309	1 479 309
▪ Fonds d'infrastructures/immobilisations	1.2	70 438 274	66 958 417
▪ Fonds réserve statutaire	1.3	9 921 189	9 921 189
▪ Fonds développement immobilier	1.4	2 354 895	2 515 280
▪ Fonds d'amortissement remboursement obligations municipales	1.5	6 974 455	6 574 455
▪ Budget participatif	1.6	300 000	300 000
▪ Fins communautaires	1.7	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	1.8	72 653	129 633
▪ Autres	1.9	19 394 374	13 723 863
	2	111 142 649	101 809 646
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	5 645 791	4 953 151
	4	116 788 440	106 762 797
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fonds d'assurance	5.1	4 317 906	3 835 052
▪ Fonds eau potable	5.2	72 336	55 376
▪ Fonds eaux usées	5.3	50 535	38 523
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	19 006 639	17 169 729
Organismes contrôlés et partenariats	8	1 985 829	1 971 655
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 328 468	1 355 899
Organismes contrôlés et partenariats	10	260 307	260 307
Fonds local d'investissement	11	6 332 733	5 527 691
Fonds local de solidarité	12	120 069	14 158
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	1 265 325	823 323
Autres			
▪ Fonds d'immobilisations (RTL)	14.1	5 481 656	4 971 780
▪ Fonds remembrement agricole / Fonds de parcs et terrains de jeux	14.2	2 075 704	1 953 010
	15	42 297 507	37 976 503
	16	159 085 947	144 739 300

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	436 489 843	715 606 321
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	653 386 088	844 657 038
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>			

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024 Total consolidé	2023 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	9 782 222	8 092 112
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	575 522 830	574 147 078
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	110 890 762	113 589 628
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	94 981 251	93 801 072
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	8 935 051	8 935 051
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	800 112 116	798 564 941

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023 Administration municipale	Budget 2024 Administration municipale	Réalizations 2024 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	394 757 078	429 398 548	428 296 211	427 433 209
Compensations tenant lieu de taxes	13	18 077 893	19 323 139	19 457 359	18 950 151
Quotes-parts	14	212 471 212	223 575 215	223 820 914	223 820 914
Transferts	15	42 891 715	37 207 687	49 443 253	54 218 714
Services rendus	16	18 527 249	19 606 025	21 992 802	245 666 257
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	50 028 743	48 993 536	51 218 179	51 218 179
Autres	18	21 331 785	13 492 627	24 935 692	28 476 555
	19	758 085 675	791 596 777	819 164 410	1 049 783 979
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	46 006 762	35 392 695	26 746 022	52 505 873
Autres	23	6 253 731		(976 823)	(976 823)
	24	52 260 493	35 392 695	25 769 199	51 529 050
	25	810 346 168	826 989 472	844 933 609	1 101 313 029

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	93 522 959	91 507 604	4 947 127	96 454 731	96 407 744	83 821 824
Sécurité publique							
Police	2	140 969 525	142 138 560	5 019 788	147 158 348	147 158 348	140 251 115
Sécurité incendie	3	51 721 794	50 689 783	3 387 811	54 077 594	54 077 594	49 990 423
Autres	4	7 076 354	7 303 421	221 672	7 525 093	7 525 093	6 936 778
Transport							
Réseau routier	5	68 785 396	65 062 388	30 944 766	96 007 154	96 007 154	100 600 725
Transport collectif	6	107 660 374	103 921 524	229 484	104 151 008	334 336 178	318 524 948
Autres	7	65 858	89 612	274 269	363 881	363 881	246 776
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	56 839 621	58 257 913	29 146 329	87 404 242	87 404 242	80 910 591
Matières résiduelles	9	47 624 117	45 306 644	198 574	45 505 218	45 505 218	41 868 035
Autres	10	2 433 903	142 957	886 287	1 029 244	1 029 244	5 247 612
Santé et bien-être	11	5 781 847	22 129 175		22 129 175	22 129 175	17 155 273
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	22 176 059	23 482 558	230 154	23 712 712	23 626 046	22 168 508
Promotion et développement économique	13	5 526 679	5 692 963	291 623	5 984 586	10 303 114	9 669 303
Autres	14	702 728	5 767 803	26 169	5 793 972	5 793 972	2 694 036
Loisirs et culture	15	71 620 231	73 506 608	15 119 650	88 626 258	97 679 551	91 252 448
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	26 753 206	27 254 784		27 254 784	31 511 671	28 079 456
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	709 260 651	722 254 297	90 923 703	813 178 000	1 060 858 225	999 417 851
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	87 838 020	90 923 703 (	90 923 703)			
	21	797 098 671	813 178 000		813 178 000	1 060 858 225	999 417 851

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	52 260 493	25 769 199	25 759 851	51 529 050
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	161 902 965)(	133 678 123)(	56 630 544)(	190 308 667)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	19 926 928)(	1 149 623)(	) (	1 149 623)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	55 027 289	54 818 962	16 405 000	71 223 962
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	25 860 124	14 725 953	1 566 471	16 292 424
Excédent accumulé	6	34 279 534	9 585 698		9 585 698
	7	(66 662 946)	(55 697 133)	(38 659 073)	(94 356 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(14 402 453)	(29 927 934)	(12 899 222)	(42 827 156)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Publié par :
Ville de Longueuil
Juin 2025

longueuil